Afrique Verte

12/20 rue Voltaire
93100 Montreuil – France
Tél : (33) 1.42.87.06.67
Fax : (33) 1.48.58.88.13
www.afriqueverte.org

Les Sahéliens peuvent nourrir le Sahel

RAPPORT D'ACTIVITES

2008

Afrique Verte Burkina - Mali - Niger - France

en partenariat avec :

AcSSA au Niger, AMASSA au Mali et APROSSA au Burkina

Afrique Verte est constituée de trois associations nationales :
CCFD, Frères des Hommes, Terre des Hommes,
d'associations régionales et de membres individuels.

APROSSA Afrique Verte Burkina
01 BP 6129
Ouagadougou

AMASSA Afrique Verte Mali
BP E 404
Bamako

AcSSA Afrique Verte Niger
BP 11751
Niamey

SOMMAIRE

Introduction

1. **Les spécificités de l'année 2008**
2. **Contexte et campagnes agricoles**
3. **Rappel des objectifs d'Afrique Verte : plan triennal 2007 – 2009**
4. **L'action au Burkina Faso, avec APROSSA**
5. **L'action au Mali, avec AMASSA**
6. **L'action au Niger, avec AcSSA**
7. **Information, communication et campagne**
8. **La constitution d'Afrique Verte International**

Conclusion et perspectives

Sigles

OP : organisations paysannes
UT : unité de transformation
UPA : Unité de production artisanale (farine Misola)

AcSSA : Action pour la sécurité et la souveraineté alimentaires au Sahel
AMASSA : Association malienne pour la sécurité et la souveraineté alimentaires au Sahel
APROSSA : Association pour la promotion de la sécurité et souveraineté alimentaires au Sahel
AVI : Afrique Verte International

CE : Commission européenne
CILSS : Comité inter Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel
CORESA : Conseil Régional de Sécurité Alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest
FIARA : Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales (Dakar)
IMF : Instituts de micro finance
MAE : Ministère des affaires étrangères
SCAC : Service de Coopération et d'Action culturelle
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
RPCA : Réseau de prévention des crises alimentaires
TDH : Terre des Hommes

Au Burkina Faso :
ABUM : Association Burkinabè des Unions Misola
ATCB : Association des Transformateurs de Céréales du Burkina
CIC/B : Comité Interprofessionnel des filières Céréales et Niébé du Burkina
CIR-B : Comité Interprofessionnel du Riz
CN/SA : Conseil National de Sécurité Alimentaire,
CPF : Confédération Paysanne du Faso
DOPAIR : Programme Sécurité Alimentaire de la DCE
FENOP : Fédération Nationale de Organisations Paysannes
FEPAB : Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina
FEPASSI : Fédération des producteurs agricoles de la Sissili
FESPACO : Festival panafricain du cinéma
FIAB : Fédération des Industries Agroalimentaires du Burkina
FIBO : Foire internationale de Bobo
JAAL : Journées agro alimentaires
SIAO : Salon International de l'artisanat de Ouagadougou
SNC : Semaine Nationale de la Culture de Bobo
SONAGESS : Société nationale pour la gestion du stock de sécurité
SP/CPSA : Secrétariat Permanent de Coordination des Politiques Sectorielles Agricoles
RTCF : Réseau des transformatrices de céréales du Faso

Au Mali :
ADR : Association pour le développement de Yélimané
AIDEB : Association d'appui aux Initiatives de Développement de Bafoulabé
AOPP : Association des Organisations Professionnelles Paysannes
CNOP : Coordination nationale des organisations paysannes
KARED : Agence du Kaarta pour le développement
OPAM : Office des produits agricoles du Mali
SIAGRI : Salon International de l'agriculture, Bamako

Au Niger :
ASAPI : Appui à la Sécurité Alimentaire par la Petite Irrigation
CONACOOP : Confédération nationale des coopératives
DAC/POR : Direction action coopérative et promotion des organisations paysannes
FUCOPRI : Fédération des unions de coopératives de producteurs de riz
SAP : Système d'alerte précoce
SAFEM : Salon international de l'artisanat pour la femme
SIMA : Système d'information sur les marchés agricoles

Préambule

Suite à l'autonomisation des antennes d'Afrique Verte au Sahel qui ont constitué, en 2005, des associations nationales, certains programmes sont juridiquement portés par Afrique Verte, d'autres par les associations sahéliennes partenaires, certains sont réalisés en partenariat par l'association française et l'association sahélienne.

Il est non seulement difficile, mais même parfois incohérent de vouloir séparer les résultats techniques dans les pays entre les programmes gérés par « Afrique Verte » et ceux gérés par les « associations nationales ». En effet, même si les zones sont gérées par des entités légalement distinctes, les résultats techniques sont souvent fonction de la mise en relation entre les différentes zones.

Donc, dans un souci de cohérence et de meilleure lisibilité, dans ce rapport, les résultats sont donnés globalement, par pays d'intervention, et non par entité légalement déclarée.

Vous pouvez trouver plus de détails sur chaque programme dans les rapports spécifiques :

Programmes gérés par les associations sahéliennes :

- **AcSSA au Niger** : programmes Misereor (OP et UT Zinder), CCFD (OP Agadez et UT Zinder), CCFD 63 - CG 63 (Tillabéry Agadez), FAI Charlemagne (Ouallam), UNICEF (Zinder Agadez).
- **AMASSA au Mali** : programmes Stromme (UT Bamako), Socodevi (centre de formation des jeunes entrepreneurs à Bamako).
- **APROSSA au Burkina** : programmes Misereor (OP Mouhoun et Centre-Est), ICCO (UT Bobo), Oxfam (information).

Programmes juridiquement portés par AV et mis en œuvre en partenariat avec les associations nationales :

- **AcSSA au Niger** : programme CE ONG et CR Bretagne
- **AMASSA au Mali** : programme CE ONG,
- **APROSSA au Burkina** : programme CE ONG,
- **AcSSA, AMASSA, APROSSA** : programme MAE.

Programmes juridiquement portés par AV et mis en œuvre en partenariat avec l'association Misola :

- **au Mali :** programmes CE PASA et Conseil régional du Centre.

Introduction

Afrique Verte contribue à améliorer la sécurité alimentaire au Sahel, en accompagnant les organisations paysannes et les transformatrices dans la commercialisation et la transformation des céréales locales. Pour cela, l'association a mis en place des programmes d'appui aux opérateurs, basés sur la formation et l'information, afin qu'ils améliorent leurs compétences internes, organisationnelles et techniques.

1. Les spécificités de l'année 2008

- **Au niveau financier**, l'année est caractérisée par une stabilité des ressources : l'acceptation d'un programme CE au Burkina compense quelques pertes en partenaires privés, le plus souvent transférés aux associations sahéliennes, ou dues à des fins de projets. Trois programmes européens prennent fin le 31 décembre 2009 (2 au Mali, un au Niger), ainsi que le plan triennal MAE. La recherche de fonds a donc été lancée dès la fin de l'année 2008.

- **Au niveau des activités**, on note dans les 3 pays une activité importante due aux programmes européens et un net renforcement des actions en faveur des unités féminines de transformation. Le nouveau plan triennal accepté par le MAE (2007-2009) prévoit la réalisation d'une campagne qui a été effectivement lancée en 2008, visant à promouvoir les transformatrices.

- **Au niveau institutionnel**, l'année est marquée par la poursuite du transfert des projets aux associations sahéliennes et par la consolidation du groupe Afrique Verte qui a constitué Afrique Verte International.

- **Au niveau communication**, le site a été régulièrement mis à jour et enrichi, notamment grâce aux outils concernant la campagne de soutien aux transformatrices.

2. Contexte et campagnes agricoles

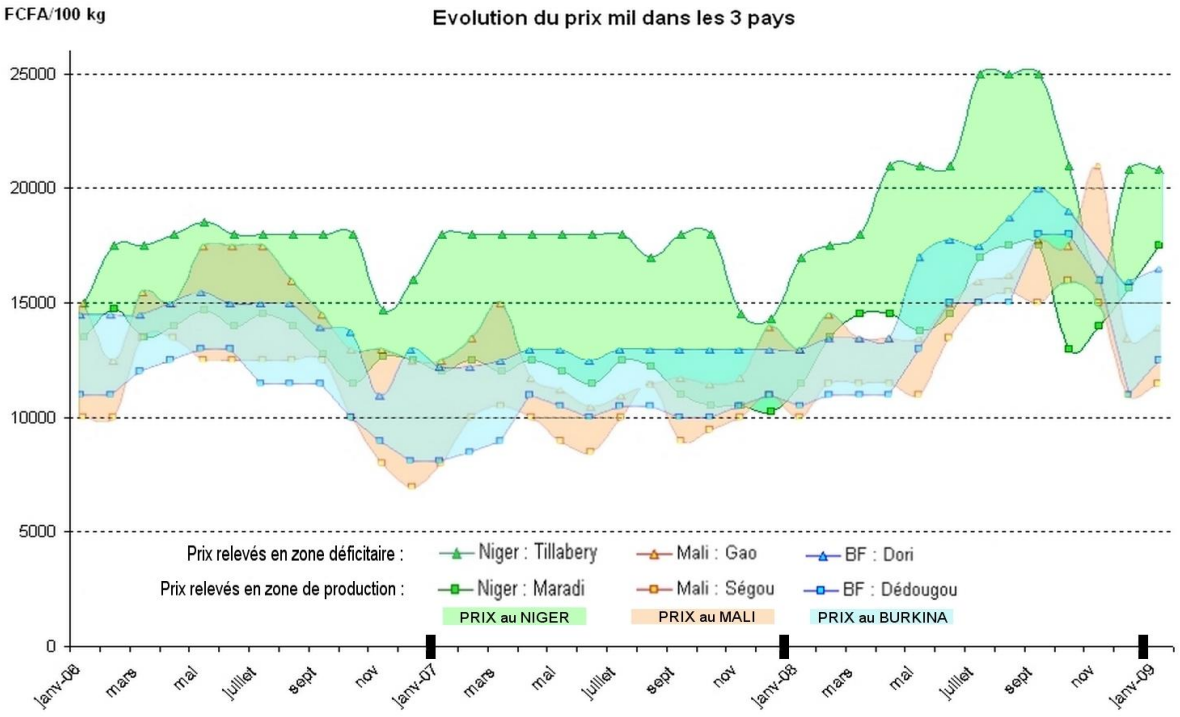
Les productions céréalières

Bilan céréalier	*2005-2006*	*2006-2007*	2006-2007	*2007-2008*	2007-2008	*2008-2009*	2008-2009
	Brut	***Brut***	**Net**	***Brut***	**Net**	***Brut***	**Net**
Burkina	*493.765*	*620.000*	970.000	*465.000*	777.000	*478.000*	717.000
Mali	*293.330*	*239.000*	482.000	*325.000*	604.000	*481.000*	717.000
Niger	*21.112*	*225.000*	455.000	*101.000*	303.000	*433.000*	751.000

Les campagnes agricoles 2006-2007 (récoltes pour l'année 2007) **et 2007-2008** (récoltes pour l'année 2008) ont été assez satisfaisantes dans l'ensemble. La production céréalière nationale a couvert les besoins. Les bilans céréaliers nets ont été assez largement excédentaires dans les 3 pays. Le solde import/export, donné par les organismes nationaux comme systématiquement positif, gonfle le bilan brut, mais ce chiffre est peu précis, notamment au Niger où les exportations sont généralement estimées nulles alors qu'elles sont notoires vers le Nigeria.

L'hivernage 2008 a été pluvieux. Les récoltes de fin 2008 sont annoncées abondantes, mais les moyennes nationales cachent des disparités spatiales. Les bilans céréaliers prévisionnels bruts (et nets) sont largement positifs, dans les 3 pays, notamment au Niger.

L'évolution du prix du mil : voir graphique : Source : relevés du projet



Le graphique de suivi de l'évolution des cours du mil dans les zones d'intervention des 3 pays du projet montre que les prix sont restés relativement stables mais élevés en 2006, (suites de la « crise » de 2005). Ils ont chuté fin 2006 avec les récoltes annoncées bonnes.

En 2007, première année du plan triennal, les prix ont été globalement moins élevés qu'en 2006, marquant ainsi un relatif retour à la « normale », restant en général sous la barre des 15.000 FCFA le sac de 100 kg. Il faut remarquer que les prix sont restés relativement stables tout au long de l'année, l'inflation habituelle lors de la période de soudure n'a pas eu lieu. On constate néanmoins que les prix au Niger ont été, en moyenne, assez sensiblement supérieurs à ceux du Mali et du Burkina.
Fin 2007, au moment des récoltes, pourtant annoncées bonnes, aucune tendance significative de baisse de prix n'a été notée, notamment au Mali et au Burkina. C'est un premier signal d'alerte.

Dès janvier 2008 au Niger, on constate quelques hausses qui ne tardent pas à se généraliser et à s'étendre au Burkina puis au Mali, malgré les récoltes annoncées correctes (Niger) ou bonnes (Burkina et Mali). Entre

avril et novembre, dans les 3 pays, les prix sont restés à un niveau très élevé (souvent supérieur à 15.000 FCFA le sac de 100 kg), nettement supérieurs à la moyenne des années précédentes.
Les effets de la hausse des prix des céréales et des matières premières au niveau mondial ont certainement eu un impact sur le cours des céréales locales au Sahel.
Les prix ont connu une brève chute, fin 2008, au moment des récoltes.

Situation alimentaire

En 2008, la situation alimentaire a été tendue, plus à cause de la hausse des prix qu'en raison d'un réel déficit de céréales : le pouvoir d'achat des populations déjà en difficulté s'est fortement amenuisé. Des manifestations parfois violentes ont même eu lieu au Burkina Faso, en début d'année, puis au Mali quelques mois plus tard. L'année 2009 s'annonce également difficile, les récoltes sont annoncées bonnes mais les prix sont très élevés.

- **Le calendrier des réalisations**

On distingue les activités conduites en continu toute l'année (formation et information commerciale en particulier), et les actions plus ciblées dans le temps (bourses, appui à la participation aux foires commerciales et voyages d'échanges).

3. Rappel des objectifs d'Afrique Verte : plan triennal 2007 – 2009

1- Nourrir les villes avec les céréales locales

La croissance urbaine est forte au Sahel, elle s'accompagne d'une évolution du mode de vie qui entraîne des modifications des habitudes alimentaires : les femmes, souvent occupées hors du foyer, n'ont plus le temps de préparer les plats traditionnels à partir des céréales locales brutes (il faut plus de 4 heures de préparation pour réaliser un plat de céréales locales, à partir des céréales brutes). L'offre en céréales locales prêtes à consommer étant limitée, la consommation de produits importés se développe au détriment des producteurs céréaliers locaux.

En milieu urbain, Afrique Verte accompagne les groupements féminins spécialisés dans la transformation agroalimentaire pour satisfaire la demande des consommateurs en céréales locales prêtes à l'emploi, de qualité. L'action contribue à apporter une valeur ajoutée, à regagner des parts de marché intérieur et à développer les débouchés des producteurs.

2- Répondre à la demande des groupements ruraux

La production céréalière est hétérogène dans les pays sahéliens, dans l'espace et dans le temps. Les prix des céréales sont fluctuants, en fonction de facteurs variés.

Le marché doit être régulé. Ceci repose, entre autres, sur un renforcement des opérateurs de la filière. Afrique Verte accompagne les organisations rurales de base (groupements de producteurs dans les zones agricoles ou structures d'approvisionnement dans les zones déficitaires) et un petit réseau de commerçants afin d'approvisionner à prix juste, grâce aux économies d'échelle, les populations rurales des zones déficitaires pour améliorer la sécurité alimentaire.

3- Renforcer la vision sous régionale de la filière

La problématique de la sécurité alimentaire est sous-régionale ; les pays sahéliens enclavés sont confrontés aux mêmes difficultés. Les dirigeants en sont conscients ; différents organismes travaillent sur cette problématique à l'échelle sous-régionale (CEDEAO, UEMOA, CILSS…).

Afrique Verte, de sa création en 1990 à 2005 (date de constitution des associations nationales), a également construit une réflexion sous régionale. Différents documents produits par l'association en témoignent : capitalisation de 15 ans d'expériences, bulletin d'information « Point situation alimentaire », fiche documentaire sur la « crise alimentaire de 2008 », outils pédagogiques pour les opérateurs…

La constitution d'associations nationales a permis l'appropriation du projet politique d'Afrique Verte par la société civile des trois pays concernés. Mais cette réforme institutionnelle ne doit pas entraîner la dispersion des efforts et de la capitalisation, elle doit au contraire permettre de constituer un réseau plus fort, capable de développer des services au bénéfice du groupe. C'est pourquoi les quatre associations : Afrique Verte, AcSSA, AMASSA, APROSSA se sont fédérées au sein d'Afrique Verte International, ainsi chaque structure peut profiter des compétences des autres et la réflexion se poursuit à l'échelle sous régionale.

Les résultats obtenus par rapport aux objectifs 1 et 2 sont traités par pays. Les activités concernant l'objectif 3 est traitée dans les chapitres 7 et 8, spécifiques.

4. L'action au Burkina Faso, en partenariat avec APROSSA

1. Zones géographiques couvertes par l'action

APROSSA Afrique Verte Burkina intervient dans 7 régions administratives : Boucle du Mouhoun, Centre, Centre-Nord, Centre-Est, Est, Hauts Bassins et Sahel. Les actions des UT en zone urbaine sont concentrées sur Ouagadougou et Bobo Dioulasso.

La coordination est basée à Ouagadougou. Dans chacune des implantations rurales des régions précitées, les agents animent un centre régional d'information où sont réalisées certaines formations. C'est un point de contact important pour les organisations paysannes.

2. Partenaires impliqués

Les partenariats concernent les services techniques nationaux et les structures d'appui à la sécurité alimentaire : SONAGESS, CN/SA, SP/CPSA, DOPAIR, Programme Sécurité Alimentaire de la DCE ; les structures de crédit et institutions de micro-finance : Caisses populaires, BACB, Micro Start et UCEC ; les ONG comme Oxfam, les projets : Cellule de Gestion du Plan d'Action Céréales et Plan d'Action Riz, Projet Riz Pluvial et les organisations faîtières et associations nationales : CPF, FEPAB, CIC-B, CIR-B, FENOP, FIAB, ATCB et RTCF.

APROSSA participe à des réunions organisées par les partenaires, notamment SCAC, CE

3. Groupes cibles mobilisée : nature, nombre

APROSSA et Afrique Verte accompagnent plus de 160 OP : des groupements féminins, des groupements de producteurs comprenant chacun 30 membres en moyenne, et 9 unions de producteurs (dont 5 unions FEPAB), intervenant dans le développement local, actifs dans la production, le stockage, la transformation, l'approvisionnement en céréales et sa commercialisation. L'association travaille avec 40 unités de transformation artisanale de céréales locales, regroupant au total environ 300 femmes vulnérables à faibles revenus, situées dans les zones de Ouaga et à Bobo.

Indépendamment de ces groupements qui bénéficient des formations et d'un appui conseil rapproché, l'action touche également d'autres OP qui peuvent, par exemple, participer aux bourses céréalières.

Les bénéficiaires directs sont les membres des OP (soit 4.800 membres environ), des unions et fédérations et des UT. Les familles des bénéficiaires directs profitent de l'action (10 personnes par famille en moyenne, soit environ 48.000 personnes). Plus largement, les bénéficiaires indirects sont constitués des populations des communes touchées par le projet et les consommateurs des zones urbaines.

4. Actions réalisées

4.1. Activités pour atteindre l'objectif 1 : Nourrir les villes avec les céréales locales

Au Burkina, l'évolution du mode de vie en zone urbaine entraîne une modification des pratiques culinaires. En l'absence d'une offre locale suffisante, les ménagères utilisent plus souvent des produits qui se cuisinent rapidement, en général importés (riz, pâtes, pain, couscous de blé…). Cette mutation se fait au détriment des producteurs céréaliers locaux. Afrique Verte s'est donc engagée dans le soutien à la valorisation et à la promotion des céréales locales à travers des actions de professionnalisation des transformatrices afin de contribuer au développement durable de la filière céréalière burkinabè.

a) Les groupements de transformatrices sont professionnalisés

- **Renforcer la structuration des groupements de transformatrices**

Le processus de structuration des transformatrices s'est poursuivi en 2008, au sein du RTCF : Réseau national des transformatrices de céréales du Faso. En 2008, il a été marqué par l'élaboration des textes constitutifs. Cette démarche s'est achevée par une Assemblée Générale Constitutive, le 11 juillet 2008 à Ouagadougou. Au total, 37 transformatrices de Bobo et de Ouaga y ont pris part. A l'issue de la réunion, un bureau exécutif de 9 membres et de 2 commissaires aux comptes a été mis en place. Désormais, les transformatrices accompagnées par Afrique Verte disposent d'un cadre fédérateur d'échange sur les défis de production et de commercialisation des céréales transformées localement. Le Réseau national, au delà des centres urbains de Bobo et de Ouaga, compte mobiliser les transformatrices dans d'autres villes du pays.

- **Renforcer la gestion technique et financière des unités de transformation**

Les transformatrices du réseau ont bénéficié de nombreuses sessions de formations :

- Gestion comptabilité : proposée aux 20 unités de Bobo, sous forme d'appuis personnalisés, en mai 2008 (enregistrement d'opérations comptables, calcul du prix de revient, fixation des prix de vente…)
- Technique de stockage et de conservation des céréales : organisée à Ouaga, en juillet 2008, avec le concours du Laboratoire National de Santé Publique, du service d'Hygiène de la Mairie et de l'université de Ouaga (département biochimie) qui ont proposé des interventions. Des visites au Laboratoire National de Santé Publique et à l'Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies ont permis aux transformatrices d'assister à certaines analyses.
- Planification de la production : la maîtrise du système d'approvisionnement en matière première de qualité et la gestion des stocks nécessitent une bonne connaissance des outils de planification de la production. Une formation sur ce thème a été proposée en octobre pour les unités de Bobo. L'animatrice apporte ses conseils pour la bonne utilisation des ces outils.
- Bonne pratique d'hygiène et de production : une session a été organisée à Bobo, en avril 2008, sur la gestion de la qualité et de l'hygiène au sein d'une entreprise agroalimentaire : respect du diagramme de production, choix de la matière première, amélioration du conditionnement et du stockage, propreté des lieux et des outils de production. La formation a été suivie de la visite de 2 unités modernes de transformation de produits agricoles (unité de séchage de mangues et société de fabrication d'huiles alimentaires végétales).
- Spécialisation de la production et maîtrise de la qualité : chaque unité peut se spécialiser sur quelques produits et ainsi mieux se positionner sur le marché. Deux sessions personnalisées ont été organisées à ce sujet, en juin à Ouaga et en juillet à Bobo. Le suivi réalisé montre que les femmes ont apprécié cette session qui leur a permis d'identifier des produits phares et les équipements spécifiques les mieux adaptés à chaque type de production mais aussi d'élaborer des diagrammes de production respectant les normes de qualité.
- Techniques commerciales et marketing : une des insuffisances constatées dans la commercialisation est l'absence d'une véritable stratégie de conquête du marché local. La faiblesse de pénétration des marchés est étroitement liée à la faible utilisation des techniques de marketing simples. Afrique Verte a organisé 2 sessions cette année sur ce thème : en février à Ouaga et en octobre à Bobo. Les effets de cette formation sont perceptibles : en effet, des efforts sont fournis par l'ensemble des UT en vue d'améliorer les emballages, le conditionnement et l'étiquetage (tant sur la forme que le fond). Ainsi, la formation a permis d'augmenter les ventes lors de différentes manifestations commerciales.

- **Multiplier les points de vente et promouvoir les produits céréaliers**

Les UT burkinabè soutenues par le projet ont participé à différentes manifestations commerciales :
- Semaine Nationale de la Culture (SNC), mars 2008, à Bobo pour 15 UT de Bobo et 6 de Ouaga.
- Semaine commerciale de l'Office national du Commerce (ONAC), décembre 2008 : 6 UT de Ouaga et de Bobo ont participé à cette foire ; elles ont réalisé un chiffre d'affaire global de 1 639 800 FCFA.
- Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO), novembre 2008 pour 14 UT du RTCF.

Parallèlement, le projet a également identifié de nouveaux points de vente à Bobo (recherche de boutiquiers acceptant de contractualiser avec les UT pour écouler leurs produits). L'analyse de cette étude est en cours.

Une des actions forte d'Afrique Verte pour promouvoir les céréales locales transformées est la mise en place d'outils publicitaires et de communication. Au cours de cette année marquée par la flambée des prix des denrées alimentaires, notamment importées, l'association a mis l'accent sur la promotion des produits locaux : conception et l'édition d'affiches publicitaires et de spots publicitaires télé et radio en quatre langues (Moré, Dioula, Fulfuldé et Français). Un plan de diffusion (octobre, novembre et décembre) a été établi pour des passages à la télévision nationale et dans les radios publiques et privées. Certains spots peuvent être visionnés sur le site Afrique Verte, onglet « campagne de soutien pour les transformatrices de céréales » : http://www.afriqueverte.org

Il faut également noter que, grâce au soutien du projet, le RTCF a maintenant un site Internet qui a été officiellement lancé en juillet 2008, en présence de la presse audiovisuelle : http://www.rtcf.biz/.

De plus, les UT participent aux bourses organisées par Afrique Verte, elles peuvent ainsi s'approvisionner en matière première (mil, sorgho, maïs…) et vendre leurs produits transformés.

b) Contrôle de qualité des produits céréaliers

Afrique Verte a accompagné les UT pour la réalisation de 40 tests de laboratoire (24 pour les UT de Bobo en juillet et 16 pour les UT de Ouagadougou en décembre). Effectuées par le Laboratoire National de Santé Publique (LNSP), ces analyses portent sur plusieurs produits (bouillies, fonio, couscous, dèguè, semoule de maïs, etc.). Au total 20 échantillons de 100 g ont été analysés en 2 tests [humidité et mycotoxines *(aflatoxine G1, G2, B1, B2)*, salmonelles, E. coli, levures et moisissures]. Les résultats montrent que les produits sont de bonne qualité à plus de 98%. Cela résulte des efforts réalisés conjointement par Afrique Verte et les UT. Cependant, les appuis conseils personnalisés auprès des transformatrices devront se poursuivre pour maintenir une veille sur la qualité, afin que cela bénéficie aux consommateurs nationaux.

c) L'accès au crédit d'investissement est facilité

En avril à Ouaga, l'animatrice a dispensé une formation pour aider les UT à bien identifier les opérateurs de crédit afin de mieux comprendre et gérer les outils financiers mis à leur disposition. Deux IMF y ont participé : la fédération des caisses populaires du Burkina et l'Agence Communautaire pour le Financement de la Micro Entreprise. Des débats houleux sur les difficultés rencontrées par les UT en matière d'accès et de gestion du crédit ont ponctué les deux jours de formation et ont permis de lever l'équivoque sur certains préjugés des transformatrices au sujet du crédit. Suite à la formation, deux UT ont déposé leur dossier au niveau de l'ACEFIME Credo.

4.2. Activités pour atteindre l'objectif 2 : Répondre à la demande des groupements ruraux

APROSSA dispense des formations aux OP, pour renforcer leurs compétences professionnelles. Les associations favorisent la commercialisation des céréales en organisant des bourses.

a) Améliorer les capacités organisationnelles et professionnelles des OP

- **Renforcer la structuration**

L'accompagnement des opérateurs céréaliers (OP, leurs unions et leurs fédérations), notamment pour le renforcement de leur structuration, conformément aux lois nationales, leur permet de mieux maîtriser les différents maillons de la filière céréalière. A terme, les OP doivent pouvoir se constituer en force de négociation pour dialoguer avec les partenaires et les décideurs et défendre leurs intérêts.

9 sessions de formation sur la structuration coopérative et 3 ateliers de concertation entre leaders ont ainsi été organisés en 2008 au Burkina

Aujourd'hui, la majorité des OP regroupées en unions ou fédérations a obtenu son agrément.

- **Professionnaliser les groupements de base**

L'association propose des formations techniques visant à renforcer les compétences professionnelles des OP et des formations de formateurs villageois pour prendre le relais des animateurs. Le plus souvent, les thèmes de formation comprennent plusieurs niveaux (gestion comptabilité ou commercialisation : du niveau 1 pour les débutants, au niveau 3 pour les plus avancés).

Formations techniques réalisées en 2008 :

- Burkina : 45 sessions dispensées :
  - Gestion-comptabilité : 3 sessions,
  - Evaluation des besoins en céréales : 6 sessions,
  - Gestion et conservation des stocks : 6 sessions,
  - Accès et gestion du crédit : 11 sessions,
  - Commercialisation : 10 sessions,
  - Planification des actions d'une OP : 5 sessions,
  - Formation de formateurs paysans : 4 sessions.

Ces formations permettent aux OP :
- de se professionnaliser afin de mieux répondre aux exigences du marché,
- de faciliter la gestion des stocks de céréales et d'anticiper les besoins (gestion physique et financière),
- de mieux maîtriser les techniques de négociation et de regroupement : achats pour les OP des zones déficitaires, contractualisation dans toutes les zones, regroupement de l'offre et réponse aux appels institutionnels pour les OP des zones excédentaires...

- **Faciliter l'accès des OP aux crédits locaux**

Outre les formations sur l'accès et la gestion des crédits, le projet apporte des conseils personnalisés : appui au montage des dossiers de demande de crédit et intermédiations avec les IMF. Ces crédits permettent aux OP d'acheter les céréales, tant dans les zones excédentaires pour la collecte, que dans les zones déficitaires pour l'approvisionnement des banques de céréales.

Au Burkina, grâce à cet appui conseil, les OP ont déposé des dossiers de demande de crédit auprès des structures de financement. Fin 2008, 41 dossiers ont été financés pour un volume total de plus de 41.000.000 FCFA.

- **Les outils de formation ou d'information**

L'équipe conçoit et diffuse des livrets pédagogiques aux responsables des OP afin de rappeler les concepts clé qui ont été abordés lors des formations. Ils sont généralement traduits en Moré, Dioula, Fulfuldé et Français. En 2008, un livret sur la « structuration des organisations paysannes » a été conçu.

Dans le cadre de la capitalisation et de l'information, Afrique Verte et APROSSA développent des bulletins d'informations :
- « Point situation alimentaire au Sahel » : mensuel d'information sur les prix des céréales et la sécurité alimentaire dans les zones d'intervention des 3 pays,
- « APROSSA info » : bulletin donnant les nouvelles de l'association au Burkina.

Ces bulletins sont accessibles à partir de la page d'accueil du site www.afriqueverte.org, dans la rubrique « Actualités ».

L'information permanente des bénéficiaires est réalisée par les animateurs qui diffusent les informations commerciales et celles concernant la sécurité alimentaire : évolution de la campagne agricole, disponibilités en stocks, prix sur les marchés à l'échelle régionale et nationale, opportunités d'affaires...

En 2008, notamment en décembre à la période de mise en marché des céréales, APROSSA a renforcé ses relations de presse pour informer les publics concernés sur l'état de la campagne agricole, la disponibilité des, l'organisation des bourses céréalières et les initiatives de valorisation des céréales locales, transformées ou brutes. Des conférences de presse, la diffusion de spots publicitaires et de sujets de fond et interviews (Journal télévisé de la RTB), des campagnes d'affichage dans les points de vente ont largement mis en avant les actions des associations.

- **Voyages d'échanges**

Fin avril, un voyage d'échange d'expériences sur la commercialisation des céréales a été organisé pour 14 membres d'OP auprès de la FEPASSI (Fédération des producteurs agricoles de la Sissili). Les participants ont discuté avec les unions sur les thèmes de la structuration et de la gestion des banques de céréales et réalisé des visites de terrain.

En décembre, 18 représentants des unions FEPA-B des Hauts bassins et d'autres OP du Centre Est, Est, Mouhoun et du Centre Nord, ont réalisé un voyage auprès des Unions du Seno et de l'Oudalan dans le Sahel pour renforcer les relations commerciales. L'expérience du financement des OP du Sahel a beaucoup intéressé les Unions FEPAB qui ont peu d'expérience en la matière, du fait de leur structuration descendante (les Unions FEPAB ne peuvent pas contracter directement de prêts puisque cette fonction relève de la fédération nationale). Ces échanges ont offert des perspectives de développement de relations contractuelles entre les OP du Sahel et des Hauts Bassins en matière d'approvisionnement en céréales.

b) Faciliter les transactions céréalières lors des bourses

Pour faciliter les transactions céréalières, Afrique Verte organise tous les ans des « bourses aux céréales ». Ces manifestations restent un des créneaux les plus importants utilisés pour informer et sensibiliser : les OP des différentes zones sont mises en relation avec les commerçants, ils obtiennent des informations des structures techniques nationales spécialisées sur la problématique céréalière : stratégie nationale de sécurité alimentaire, résultats de la campagne, évolution du prix des céréales, achats institutionnels…

En 2008, 3 bourses ont été ainsi été réalisées au Burkina dans un contexte de production annoncé assez fortement excédentaire : 2 bourses régionales dans le Centre Est et dans la Boucle du Mouhoun et la bourse nationale à Ouaga.

- **La Bourse du Centre Est,** en 28 novembre 2008 à Koupéla : 113 participants (OP, commerçants, partenaires, autorités locales et administratives). Les représentants d'OP sont venus du Sahel, de la Boucle de Mouhoun, des Hauts Bassins, de l'Est, du Centre Nord, du Centre Est, du Centre Sud et du Nord. Les commerçants sont venus de Pouytenga, Koupéla, Fada, Ouaga et de la Boucle du Mouhoun.
  A l'issue des négociations, 8 contrats ont été signés, portant sur 790 tonnes de céréales (sorgho blanc, maïs). Les besoins d'achats ont été principalement exprimés par les OP du Sahel et du Centre Est, les commerçants de Koupéla et de Bitou.
- **La Bourse de la Boucle du Mouhoun**, en décembre à Dédougou : 70 personnes de la Boucle du Mouhoun, du Centre Est, des Hauts-Bassins, du Centre-Nord, du Centre et du Sahel.
  Les contrats signés au cours de la bourse portent sur 860 tonnes de céréales (sorgho blanc, maïs et fonio). Les besoins d'achats ont été principalement exprimés par les OP du Sahel et du Centre Est.
- **La Bourse nationale aux céréales,** en décembre, à la Chambre de Commerce, de Ouagadougou. Cette édition a été parrainée par le Secrétaire Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire. Au total, 90 personnes y ont participé. A l'issue des négociations pendant la bourse, 15 contrats ont été signés, portant sur une quantité de 228 tonnes (maïs, mil, sorgho).

Au total, ces 3 bourses ont permis la commercialisation de 1.878 tonnes de céréales.

En dehors des bourses, les transactions se poursuivent toute l'année. On remarque qu'elles ont augmenté en 2008 (elles sont estimées à 4.626 tonnes), les OP du Sahel et du Centre Est ayant été très actives dans leur approvisionnement à partir de la Boucle du Mouhoun.

Au Burkina, au final, en 2008, le projet a facilité la commercialisation de 6.800 tonnes de céréales.

5. Actions spécifiques du programme CE mis en œuvre avec APROSSA

Le programme « appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire par le renforcement des capacités des acteurs céréaliers » est conçu et mis en œuvre par Afrique Verte et son partenaire local APROSSA avec le soutien financier de la Commission Européenne. Il a démarré en janvier 2008. En rappel, le programme a pour objectif de développer durablement les capacités des acteurs et de renforcer leurs stratégies afin de valoriser les potentialités locales, en particulier au niveau du stockage et de la commercialisation des céréales brutes ou transformées de qualité. Il inclut dans le groupe cible 5 unions de la région des Hauts Bassins de la Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina (FEPAB) qui regroupe de nombreuses unions au Burkina. Un volet concertation avec les élus locaux et les structures techniques décentralisées est mis en œuvre.

▪ Atelier de concertation entre les unions FEPAB et élus locaux

Organisé le 27 octobre 2008 dans la salle de réunion de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation (DPEBA) du Houet à Bobo, l'atelier de concertation des OP avec les élus locaux a été un cadre d'échange qui relance la problématique de la prise en compte des OP dans les plans de développement locaux. A l'issue des échanges, il est apparu qu'une synergie était possible afin de rendre efficaces les actions déjà conduites par les OP.

Ont participé à cette rencontre 35 personnes comme suit :
- 11 décideurs locaux dont 1 représentant du Gouverneur, 1 représentant du Président du Conseil Régional, 3 conseillers régionaux et 6 élus locaux,
- 8 représentants des services techniques partenaires (Chambre Régionale d'Agriculture, ONAC, DRAHRH) et,
- 16 responsables d'organisations paysannes faîtières (CIC-B et Unions FEPAB de Bobo, Orodara, Tousiana, Lena, Koumbia et Dafinso).

Cet atelier a permis aux :
- élus régionaux et locaux des Hauts Bassins de mieux connaître les objectifs et les actions des organisations paysannes faîtières,
- responsables paysans de mieux connaître les prérogatives et attributions des collectivités locales,
- deux parties d'identifier des synergies d'actions, jetant ainsi les bases d'une collaboration entre collectivités locales et organisations paysannes des hauts Bassins.

La décision majeure prise en fin d'atelier est l'instauration d'une concertation régulière entre les producteurs agricoles, via leurs organisations, et les élus locaux. Cette complémentarité doit permettre aux décideurs

locaux de prendre en compte et d'intégrer les projets de développement des OP dans les futurs plans de développement locaux initiés à la faveur du processus de décentralisation engagé par l'Etat.

- **Atelier de concertation entre les unions FEPAB et les structures décentralisées**

Le 21 novembre 2008, s'est tenu dans la salle de formation de la DPEBA, un atelier de concertation entre structures décentralisées de sécurité alimentaire et responsables des unions céréalières de la région des Hauts Bassins. Cet atelier avait pour objectif de renforcer le partenariat entre les unions et les structures locales intervenants dans la sécurité alimentaire.
Elle a connu la participation de 34 personnes à savoir :

- 4 représentants des structures administratives (1 du Gouvernorat des Hauts Bassins et 3 des Hauts Commissariats du Houet, du Kénédougou et du Tuy),
- 4 des services techniques partenaires (Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire, DRAHRH des Hauts Bassins, ONAC, Chambre Régionale d'Agriculture),
- 8 des ONG et Associations de dévelopement (AFDI, Coordination technique de la FEPAB et d'APROSSA),
- 18 responsables d'organisations faîtières (CIC-B, Réseau des Transformatrices de Céréales du Faso et Unions FEPAB de Bobo, Orodara, Tousiana, Lena, Koumbia et Dafinso).

Cet atelier d'échange a permis aux unions de bien comprendre les orientations prises par l'Etat en matière de décentralisation du dispositif de sécurité alimentaire à l'échelle régionale, provinciale et communale. Par ailleurs, les réflexions lors de l'atelier ont mis en exergue le déficit de communication entre les organisations paysannes et les structures techniques et administratives de l'Etat chargées d'animer le fonctionnement du dispositif. Il se caractérise par la méconnaissance des actions conduites par les acteurs impliqués.

Forts de ce constat, les participants à l'atelier ont pris une recommandation pour la mise en place d'un cadre de concertation périodique entre les organisations paysannes et les structures techniques afin de développer une synergie d'action en faveur de l'amélioration de la sécurité alimentaire à travers le soutien à la production, la transformation et la commercialisation des céréales locales.

Conclusion sur les actions au Burkina

2008 a été pour Afrique Verte au Burkina, en partenariat avec APROSSA, une année qui a connu une activité intense grâce au démarrage du programme cofinancé par la CE, d'une durée de 4 ans : 2008-2011.

Le fonctionnement associatif d'APROSSA a été très dynamique notamment grâce aux actions de soutien aux transformatrices, regroupées au sein du RTCF (réseau des transformatrices de céréales du Faso) et de la promotion de la campagne auprès des décideurs techniques, financiers et politiques.
Les membres du CA se sont engagés, notamment la Présidente Mme Kaboré, très présente dans de nombreuses manifestations.

Au plan technique les résultats sont satisfaisants. De nombreuses actions de renforcement des capacités organisationnelles et techniques ont été réalisées au bénéfice des groupes cibles. On retient les résultats et enseignements ci-dessous pour les 2 principaux publics qui en ont bénéficié :

- Les transformatrices perçoivent mieux l'importance de leur place dans la sécurité alimentaire au niveau national. Grâce aux formations proposées par le projet, leurs produits sont de meilleure qualité, la gamme offerte se diversifie et répond mieux à la demande des consommateurs urbains. Le RTCF, initialement constitué par les UT de Ouagadougou, s'est élargi aux UT de Bobo Dioulasso.
- Les organisations paysannes, leurs unions et fédérations se professionnalisent, grâce aux formations et voyages d'études proposés par APROSSA Afrique Verte Burkina. Grâce aux bourses céréalières et au dispositif d'information commerciale agricole, elles maîtrisent mieux les marchés et sont plus aptes à satisfaire les besoins alimentaires au niveau local.

Pour 2009, les perspectives de travail s'élargissent grâce à de nouveaux partenariats contractualisés, notamment avec le SCAC, pour soutenir des pépinières d'entreprises dans la région de Banfora.

5. L'action au Mali

1. Zones géographiques couvertes par l'action

AMASSA Afrique Verte Mali intervient dans 7 régions administratives : Kayes, Bamako, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou. Les actions sont prioritairement orientées vers les OP et les unités de transformation des zones urbaines de Bamako, Kayes, Koutiala/Sikasso.

La coordination est basée à Bamako. Dans chacune des régions, les agents animent un centre régional d'information où sont réalisées certaines formations.

2. Partenaires impliqués

Les partenariats se développent avec les services techniques de l'Etat : Commissariat à la Sécurité Alimentaire, Directions nationale et régionales de l'agriculture, Services de la réglementation et du contrôle, OPAM… ; les IMF (Paseca Kayes et Jigiyaso ba - Bamako) ; les ONG partenaires (KARED Nioro du Sahel, ADR Yélimané, AIDEB Bafoulabé) ; les faîtières (AOPP, CNOP, Molibemo Bandiagara), les collectivités décentralisées (Assemblées régionales de Kayes, Mopti et Tombouctou) et les chambres d'agriculture.

AMASSA a participé à des réunions du CILSS et de l'OCDE, notamment la rencontre du RPCA en novembre à Dakar, et aux réunions organisées par les partenaires financiers (SCAC, CE…).

3. Groupes cibles mobilisée : nature, nombre

Au Mali, AMASSA et Afrique Verte accompagnent plus de 600 OP impliquées dans la production, le stockage et les approvisionnements en céréales ou en semences, des zones déficitaires et excédentaires, dont 25 % d'OP féminines. L'association travaille avec environ 90 UT impliquées dans la transformation des céréales locales, sur Bamako, Kayes, Sikasso-Koutiala.

Les bénéficiaires directs sont les membres des OP, des unions et fédérations (soit environ 18.000 personnes) et des UT (soit environ 2.700 transformatrices). Les familles des bénéficiaires profitent de l'action (10 personnes par famille en moyenne soit 200.000 personnes). Globalement, nous estimons que les populations des communes concernées et les consommateurs urbains bénéficient indirectement du projet.

4. Actions réalisées

4.1. Activités pour atteindre l'objectif 1 : Nourrir les villes avec les céréales locales

Au Mali, le contexte évolue de la même façon qu'au Burkina ; les modes de vie en milieu urbain changent, les habitudes alimentaires aussi : le statut professionnel des femmes évolue, elles n'ont plus le temps de consacrer plusieurs heures par jour à la préparation du repas et doivent donc trouver des solutions adaptées à leur l'emploi du temps. A défaut d'offre locale elles ont tendance à se reporter sur les céréales importées et prêtes à l'emploi Les producteurs de céréales en pâtissent car des débouchés et donc parts de marchés se ferment à eux. C'est pourquoi Afrique Verte soutient les transformatrices de céréales.

a) Les groupements de transformatrices sont professionnalisés

- **Renforcer la structuration des groupements de transformatrices**

En 2008, suite aux appuis des animatrices sur Bamako, Kayes et Koutiala, toutes les structures, à l'exception de 5 minoteries de Koutiala (sur 9), ont le statut de coopérative et tiennent leurs réunions.

A Bamako, les 45 UT sont regroupés dans l'Union des Coopératives, Associations et Entreprises Féminines transformatrices du District de Bamako qui dispose d'un CA opérationnel. A Koutiala, les 6 associations féminines et les 9 minoteries font partie de « l'Union des producteurs et transformateurs de céréales de Sikasso et Koutiala ». A Kayes, les associations féminines transformatrices de céréales sont regroupées depuis plusieurs années au sein d'une fédération.

- **Renforcer la gestion technique et financière des unités de transformation**

Les UT ont bénéficié de différentes formations pour renforcer leurs compétences professionnelles :

- Alphabétisation : 2 sessions ont été proposées : 1 à Bamako et 1 à Koutiala.
- Technologies alimentaires et procédés de transformation agroalimentaire : 5 formations : 1 à Kayes, 1 à Kéniéba (région de Kayes), 1 à Koutiala, 2 à Bamako. Les femmes ont pu découvrir les procédés de fabrication du djouka précuit, fonio précuit et couscous de riz aux fines herbes. Un point a été consacré à l'hygiène de production et au respect des normes de production. L'explication commentée des résultats d'analyses réalisées fin 2007, notamment pour les UT de Bamako, a été faite.

  De plus, 6 formations en technologies alimentaires ont été organisées sur Koutiala et Bamako, pour compléter le programme. Ainsi, les participantes ont appris de nouveaux procédés de transformation.
- Marketing : 3 sessions : 1 à Koutiala, 2 à Bamako. Suite à ces formations, 70 % des UT ont conçu des dépliants et des panneaux donnant de la visibilité à leur entreprise, certaines ont créé des adresses e-mail.

- Gestion comptabilité : 4 sessions : 2 à Koutiala, 2 à Bamako. Des travaux ont été proposés sur l'établissement du compte d'exploitation et du bilan, à partir de cas concrets d'unités de transformation.
- Formation de formatrices : 3 sessions : 1 à Koutiala, pour 20 femmes et 2 à Bamako, pour 7 femmes afin de transférer les compétences des animateurs aux membres des groupements.
- Stockage : 2 sessions : 1 à Koutiala et 1 à Bamako. Une banque de céréale a été visitée à Bamako, ce qui a permis aux femmes de joindre la théorie à la pratique.
- Lobbying / plaidoyer : 1 session pour les 45 associations de « l'Union des Coopératives et associations transformatrices dans le district de Bamako ». L'application de la formation a permis d'obtenir des résultats : certaines UT ont négocié le financement de matériels de transformation auprès du Projet de Compétitivité et de Diversification Agricole et 3 UT performantes ont obtenu leur agrément de création de centre de formation en technologie de transformation.

▪ **Multiplier les points de vente et promouvoir les produits céréaliers**

Les UT du réseau au Mali ont participé à différentes manifestations commerciales :

- FIARA de Dakar (Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales, du 28 février au 5 mars 2008) pour 14 personnes. Les transformatrices ont vendu plus de 6 tonnes de produits, pour une valeur de 5.866.000 FCFA.
- SIAGRI : Salon de l'Agriculture de Bamako (en avril) : deux transformatrices ont pu écouler près d'une tonne de produits.
- Festival du Kongodougou : participation de l'association Dunkafa de Kéniéba, en mai 2008 à Kéniéba : commercialisation de 320 kg de produits transformés à base de fonio et de maïs.
- Foire biennale de Kayes : en décembre 2008 pour 12 transformatrices qui ont écoulé 450 kg de produits transformés.

En 2008, sur Bamako, les UT ont placé des produits auprès d'une vingtaine d'alimentations, épiceries, services centraux et ONG. Ces partenariats commerciaux ont abouti à la commercialisation d'environ 50 tonnes de produits transformés. Sur Koutiala, outre les ventes dans les alimentations, les UT et minoteries ont vendu environ 78 tonnes de produits aux commerçants et aux UT de Bamako, aux associations de Kayes. Dans la région de Kayes, les UT ont écoulé environ 5,35 tonnes de produits.

L'organisation d'un concours « Prix Qualité » à Kayes :

Pour déclencher une émulation entre les transformatrices et promouvoir les produits transformés, Afrique Verte a initié un concours « Prix Qualité », en juillet 2008. Le jury était composé de personnalités (Secrétaire général de l'Assemblée régionale de Kayes, Directeur Adjoint de la Direction Régionale de la Santé, Président de l'association des Hôteliers et restaurateurs de Kayes…). Les critères retenus pour l'attribution du prix ont pris en compte l'emballage, le produit, l'hygiène…

L'association Sabougnouma a remporté le premier prix. Le Directeur adjoint de la Santé et le Président des hôteliers et restaurateurs en ont profité pour sensibiliser les femmes sur l'hygiène et la promotion.

Les UT participent aussi aux bourses d'Afrique Verte, où elles s'approvisionnent en céréales brutes (mil, sorgho, maïs…), font la promotion et la vente de leurs produits transformés.

b) Contrôle de qualité des produits céréaliers

Les tests en laboratoire ont été réalisés en fin d'année 2007 à Bamako. Ils étaient satisfaisant à 95%. En 2008, les transformatrices ont poursuivi leurs efforts pour respecter les consignes permettant d'obtenir des produits de qualité. Une des transformatrices qui avait obtenu des résultats insatisfaisants (trace de moisissure) a changé de procédé de fabrication, elle a agi sur le dosage des ingrédients. Aujourd'hui, elle transforme dans un local spécifique alors qu'à la date des analyses, elle produisait chez elle, dans des conditions plus difficiles. Depuis les tests en laboratoires, toutes les femmes qui ont participé à cette action, portent des blouses et des équipements de protection (couvre chef, chaussons…) lors de la transformation.

c) L'accès au crédit d'investissement est facilité

Les équipes proposent des formations aux UT afin de leur faire connaître les opérateurs de crédit, de faciliter leur accès aux financements et de les aider à bien les gérer. Une formation a été réalisée en octobre à Bamako, pour 32 responsables d'UT (calcul du taux d'intérêt, différenciation des taux…). Elles ont découvert des structures de micro finance et ont pu comparer leurs conditionnalités. Les travaux de groupe leur ont permis de se familiariser avec les différents outils et de se préparer à la négociation d'un prêt. Lors cette formation, AMASSA avait invité des IMF (Jigiya soba, Kondo Jigima, Missélini) qui se sont présentées.

Intermédiation du projet auprès d'institutions financières :

A Bamako, Afrique Verte facilite les partenariats entre UT et caisses de crédit ou projets : le partenariat avec la caisse Jigiyaso Ba comprend une enveloppe de 20 millions FCFA pour les UT du réseau. En 2008, une vingtaine d'associations ont bénéficié d'un crédit (achat de matières premières de qualité et d'emballages).

La Coordination des Associations et Regroupements Féminins de Moribabougou a obtenu une subvention de 13.850.325 FCFA auprès de l'Autorité du Bassin du Niger, pour transformer les produits maraîchers.

Quatre coopératives de Bamako ont reçu une subvention du Programme de Compétitivité et Diversification Agricole, d'environ 20.000.000 FCFA pour l'achat d'équipements de transformation.

La coopérative Jekabaara de Sibiribougou a reçu 8.000.000 FCFA pour des équipements de transformation des céréales et montrer un mini atelier de transformation de beurre de karité,

La coopérative Madiya de Magnambougou a reçu environ 4.000.000 FCFA pour installer une petite entreprise de transformation de céréales et fruits,

Le GIE « Beau céréale » a reçu environ 4.000.000 FCFA pour le transfert et l'extension de son unité de transformation des céréales (délocalisation de la maison vers un atelier).

Le même travail est réalisé sur Koutiala avec la caisse Kafô Jiguinew et la BNDA : la Minoterie de Karangana a obtenu un crédit de 8.000.000 FCFA auprès de la BNDA et la Minoterie de Nampossela a obtenu 1.000.000 FCFA auprès de Kafô Jiguinew, en 2008.

Sur Kayes, en 2008, l'équipe a aidé les UT à déposer des demandes de crédit : 10 UT ont été financées par le réseau des caisses CAMIDE/PASECA (montant de 5.621.000 FCFA), pour de petits équipements. La Caisse Yiriwaton a financé 18 UT (montant de 15.500.000 FCFA), pour des achats de matières premières.

4.2. Activités pour atteindre l'objectif 2 : Répondre à la demande des groupements ruraux

AMASSA et Afrique Verte dispensent des formations aux OP, pour renforcer leurs compétences professionnelles. Les associations favorisent la commercialisation des céréales en organisant des bourses.

a) Améliorer les capacités organisationnelles et professionnelles des OP

- **Renforcer la structuration**

Au Mali, Afrique Verte a accompagné les opérateurs céréaliers (OP, leurs unions et fédérations), notamment pour le renforcement de leur structuration, tout en se conformant aux lois nationales, et pour qu'elles maîtrisent mieux les différents maillons de la filière céréalière. A terme, les OP doivent pouvoir se constituer en force de négociation pour dialoguer avec les partenaires et les décideurs et défendre leurs intérêts.

En 2008, 6 formations ont été réalisées sur la structuration coopérative. Aujourd'hui, la majorité des OP a obtenu son agrément et se sont regroupées en unions ou fédérations.

- **Professionnaliser les groupements de base**

33 sessions de formations techniques ont ainsi été réalisées en 2008 :

- Gestion comptabilité : 8 sessions,
- Stockage et sélection des semences : 3 sessions,
- Accès et gestion du crédit : 4 sessions,
- Techniques de commercialisation : 6 sessions,
- Formation de formateurs : 7 sessions,
- Lobbying plaidoyer et genre et développement : 5 sessions.

Ces formations permettent aux OP de mieux gérer leurs stocks de céréales (gestion physique et financière), de mieux se préparer à la commercialisation (techniques de négociation et regroupement des achats pour les OP des zones déficitaires, contractualisation dans toutes les zones, regroupement de l'offre et réponse aux appels institutionnels pour les OP des zones excédentaires).

- **Faciliter l'accès des OP aux crédits locaux**

Outre les formations sur l'accès et la gestion des crédits, le projet apporte des conseils personnalisés pour aider les OP à accéder aux crédits : appui au montage des dossiers de demande de crédit et intermédiations avec les IMF, pour faciliter l'acceptation des dossiers (Afrique Verte dépose parfois des cautions de garantie). Ces crédits permettent aux OP d'acheter les céréales, tant dans les zones excédentaires pour la collecte, que dans les zones déficitaires pour l'approvisionnement des banques de céréales.

- **Les outils de formation ou d'information**

Au Mali, AMASSA et Afrique Verte diffusent des livrets pédagogiques aux responsables des OP afin de rappeler les concepts clé qui ont été abordés lors des formations. Ils sont généralement traduits en bambara. En 2008, les livrets suivants ont été conçus ou mis à jour et diffusés aux bénéficiaires :

- Révision et illustration des livrets pédagogiques, sur les thèmes suivants :
    a) La structuration coopérative,
    b) Les techniques de commercialisation,
    c) Les procédures d'accès aux crédits,
    d) La gestion comptabilité des actions céréalières.

- Conception de 2 nouveaux livrets et de fiches
    a) « Les techniques de stockage des céréales »,
    b) « Peser, emballer et étiqueter les produits transformés ».
    c) « 6 Fiches sur les semences améliorées »

De plus, Afrique Verte Mali participe au mensuel « Point situation alimentaire au Sahel » et AMASSA publie le trimestriel « Le paysan du Sahel », accessibles sur le site www.afriqueverte.org.

Parallèlement, les bénéficiaires sont renseignés en permanence par les animateurs qui retransmettent des informations sur le marché. La diffusion d'informations via les ondes est de plus en plus utilisée grâce à la présence croissante des animateurs qui sont très souvent à participer à des émissions de radios locales :

Au Mali, des informations sont diffusées par la radio rurale USEYU de Koutiala, les radios rurales SECO et Cèsiri de Niono, la radio Hanna de Gao et la radio rurale de Kayes.

- **Voyages d'échanges**

Un voyage a été organisé entre 8 représentants d'OP Gao et Mopti qui se sont rendus, en juin, auprès de la Fédération des Paysans du Fouta Djalon (FPFD) en Guinée, à Timbi Madina. Les Maliens ont apprécié la structuration de la fédération et la stratégie de mobilisation des ressources financières (les producteurs participent au financement de la commercialisation et au fonctionnement de la FPFD qui prélève des taxes sur les ventes pour offrir des ristournes aux groupes ayant remboursé leurs dettes). Ces pratiques méritent d'être testées au Mali. Au terme de la mission, les OP du Mali et la fédération ont souhaité maintenir un partenariat ; les femmes productrices d'oignon et de tomate de la FPFD se rendront certainement au Mali.

En novembre, 6 représentants d'OP de la région de Kayes, dont 5 femmes, se sont rendus dans la vallée du fleuve Sénégal, pour préparer la Bourse Internationale de Kayes de 2009. L'étape dans le Guidimakha Mauritanien a permis de rencontrer la coopérative Solidarité Collection et l'Union Elwede de Zergatt. Des partenariats pourront être établis pour la commercialisation des produits transformés. Le voyage s'est poursuivi à Saint Louis du Sénégal où les maliens ont rencontré la SAED, chargée de l'aménagement des périmètres. Une rencontre a eu lieu avec l'Union de Thilene et la Fédération des Périmètres Autogérées qui a conduit en 2008 un plaidoyer sur la fixation d'un prix producteur rémunérateur pour le riz, aligné sur les coûts de production. Suite à cela, le prix a été fixé à 150 FCFA/kg (contre 130 FCFA/kg en 2007). Cette action peut inspirer les maliens qui souhaitent inviter la Fédération à la prochaine bourse de Kayes.

En novembre, un voyage d'échanges inter communes a été organisé en région de Kayes. Quatre élus du cercle de Diéma ont rencontré les élus du cercle de Nioro du Sahel et du cercle de Kayes. Les questions sur le fonctionnement des conseils, la mobilisation des ressources et des populations, les partenariats et l'intercommunalité ont été abordées. Ce voyage ouvre des perspectives comme la possibilité de créer un cadre de concertation pour réfléchir au développement de la commune (inspiré d'un village visité).

b) Faciliter les transactions céréalières lors des bourses

Pour faciliter les transactions céréalières, Afrique Verte organise des bourses qui mettent en relation les vendeurs et les acheteurs potentiels. Organisées en 2008 dans un contexte de production annoncé assez fortement excédentaire, les bourses restent un des créneaux les plus importants utilisés pour informer et sensibiliser les OP. Comme les années passées, le projet a fait appel aux structures techniques nationales pour intervenir sur la problématique céréalière : stratégie nationale de sécurité alimentaire, résultats de la campagne, évolution du prix des céréales, achats institutionnels, intérêt des semences sélectionnées…

En 2008, 5 pré bourses (Kayes, Mopti, Gao, Koutiala, Ségou) ont été organisées, en prélude des bourses.

- **La bourse de Niono,** s'est déroulée en janvier. Elle vise à favoriser l'approvisionnement des OP de la région de Kayes en riz. Elle a enregistré la participation de 80 délégués de la zone de l'Office du Niger, d'OP de régions déficitaires et les représentantes des UT de Bamako.

  L'offre en riz a atteint 5.030 tonnes, pour un besoin exprimé de 784 tonnes. Transactions : 274 tonnes.

- **La bourse de Sévaré,** région de Mopti, en janvier : 125 participants de Mopti, Gao, Tombouctou.

  Les offres se sont chiffrées à 2.597 tonnes toutes céréales confondues, les demandes à 667 tonnes. Les transactions ont porté sur 160 tonnes, toutes céréales confondues, pour une valeur de 20.996.500 FCFA. La faiblesse des transactions réalisées est liée à la hausse des prix proposés, à la faiblesse des ressources financières au niveau des OP et à l'hésitation de certains responsables d'OP.

  Malgré ce constat, les transactions réalisées lors de la mini bourse de Sévaré 2008 ont été supérieures à celles de 2007 (109,4 tonnes, soit une augmentation de 46%).

- **La bourse de Koutiala,** région de Sikasso, en février : 91 représentants d'OP des régions de Mopti, Gao, Bamako et Sikasso Koutiala ainsi que des représentants des services techniques de la place.

  Les offres se sont chiffrées à 3.844 tonnes tous produits confondus, les demandes à 572 tonnes.

  Au total, les transactions se sont chiffrées à 381 tonnes de céréales, soit 67% des besoins exprimés.

- **La bourse internationale de Kayes,** en février, a rassemblé des opérateurs de la vallée du fleuve (Mali, Sénégal, Mauritanie). Elle a été présidée par le Conseiller aux Affaires Economiques du Gouverneur.

  Offre : 1.772 tonnes, demande : 469 tonnes. Transactions : 110 tonnes.
- **La bourse nationale de Ségou,** organisée en avril, en collaboration avec des partenaires : APCAM (Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali), Sassakawa Global 2000, Faso Jigi, Projet Villages du Millénaire et le PRECAD, sous la présidence du Commissaire à la Sécurité Alimentaire, du Ministère de l'Agriculture et du Ministère Chargé des Relations avec les Institutions. Environ 150 délégués d'OP, d'UT et des opérateurs privés à l'échelle nationale, y ont pris part.

  L'offre s'est chiffrée à 11.570 tonnes (toutes céréales confondues) et la demande à 7.821 tonnes.

  Les transactions ont porté sur 6.598 tonnes, dont 1.878 tonnes lors de la bourse (pour une valeur de 338.584.950 FCFA) et 4.720 tonnes entre avril et décembre 2008 (estimées à 944.000.000 FCFA).

  Ces transactions sont celles que les animateurs ont pu récapituler dans les différentes zones, suite aux contacts et engagements pris lors de la bourse.
- **Les mises en relation en dehors du cadre formel des bourses** : en dehors du cadre formel des bourses, le projet a facilité des mises en relation qui ont abouti globalement à la signature d'environ 40 contrats commerciaux, pour un volume portant sur 1.078 tonnes.

Au Mali, le projet a facilité des transactions portant sur un volume de 8.600 tonnes de céréales environ.

5. Actions spécifiques programme CE ONG, mis en œuvre avec AMASSA

- **Système d'approvisionnement en semences améliorées, dans le Cercle de Douentza**

Au démarrage du programme en janvier 2007, le projet a mis en place 30 banques de semences dans 3 communes ducercle de Douentza, région de Mopti, pour faciliter l'approvisionnement des producteurs en semences de qualité. Au total 100 tonnes de semences ont été distribuées, dans 30 villages. Les responsables du projet et les membres des comités de gestion des banques ont convenu d'inscrire cette action dans une logique de développement et de durabilité. Pour ce faire, des conditions de distribution et de remboursement ont été définies, arrêtées et acceptées par toutes les parties concernées par cette activité.

En 2007, les distributions ont été faites à un taux d'intérêt de 10 % et pour un délai de reconstitution fixé au 31 janvier 2008. Suite aux campagnes de sensibilisation initiées par les responsables du projet, les opérations de reconstitution se sont déroulées de janvier à février 2008 et elles ont abouti à la collecte de 101,08 tonnes, sur 110 tonnes prévues à l'échéance soit 92% (situation au 31 mai 2008). Près de 2.000 producteurs ont exploité 8.630 ha.

La reconstitution des stocks de semences a été globalement satisfaisante grâce à l'implication de tous les acteurs. Les stocks ont été utilisés comme semence dans les villages bénéficiaires qui ont les ont appréciés.

Les stocks reconstitués ont été redistribués aux producteurs début juin 2008, pour la campagne 2008/2009, à crédit, à un taux de 10% remboursable au plus tard le 31 janvier 2009. Cependant, dans la commune de Petaka deux comités ont vendu les semences aux producteurs au comptant, étant donné les difficultés qu'elles avaient rencontrées pour la récupération en première année. Pour sécuriser les fonds, ces deux banques de semences, sous l'impulsion de l'animateur d'AMASSA Mopti, ont ouvert un compte de dépôt au niveau de la caisse associative et de crédit « Neryale » de Douentza.

Renforcement des capacités des membres des comités de gestion des banques de semences

En 2008, les membres des comités de gestion des banques de semences ont bénéficié de 6 sessions de formation sur 4 thèmes (118 participants : 116 hommes et 2 femmes) : structuration coopérative, qualité des céréales et stockage, gestion comptabilité et formation de formateurs. Ces formations ont été bénéfiques pour les gestionnaires des banques de semences qui ont mis en application les notions acquises pour mieux gérer les stocks de semence ce qui a permis d'obtenir de bons niveaux de remboursement.

- **Système de prévention des crises alimentaires développé avec les principaux acteurs**

L'objet de ce volet du projet est de mettre en place un système de prévention et de gestion des crises autour d'un dispositif souple et rapide de collecte d'information, d'analyse et d'approvisionnement en céréales, pour les zones en difficulté. Dans ce cadre, le projet a mis en place en 2007 un stock de 100 tonnes de mil pour 15 OP (10 OP dans la région de Gao, soit 50 tonnes et 5 OP dans la région de Mopti, soit 50 tonnes). En 2008, le projet a suivi l'évolution des stocks et les activités génératrices de revenus des groupements féminins des villages concernés.

Suivi des stocks de sécurité dans la région de Gao

Les 10 OP concernées ont réalisé différentes rotations, les comptes d'exploitation montrent que les OP ont su gérer ces fonds et approvisionner leur village durant cette année.

Compte d'exploitation des OP de Gao ayant bénéficiés du stock de prévention (2008)

Nom OP	Nombre de rotations	Volume en tonnes	Total charges, FCFA	Total produits, FCFA	Résultat, FCFA
Gargouna	4	40	6 983 925	7 122 650	138 725
Boya	2	15	1 202 500	1 280 000	77 500
Borno	3	19	2 756 100	2 970 000	213 900
Traoré	2	10	1 477 500	1 500 000	22 500
Tianamé	6	18	3 204 530	3 629 000	424 470
Tchirissoro	2	18	2 923 200	2 941 500	18 300
Baringouma	2	6,5	885 300	989 650	104 350
Irdura	4	10	775 000	800 000	25 000
BC Centrale	2	10	985 250	1 125 450	140 200
Baria	1	3	460 000	480 000	20 000
Total		**149,50**	21 653 305	22 838 250	1 184 945

Les résultats montent que toutes les OP, à l'exception d'une seule, ont réalisé entre 2 et 6 rotations. Les résultats financiers virent entre 20.000 et 424.470 FCFA. Les OP de Gao ont réalisé des achats de mil (entre 13.000 et 16.000 FCFA / sac de 100 kg) au moment où le prix était compris entre 15.000 et 20.000 FCFA / 100 kg. Les OP ont vendu le mil à leurs membres à des prix compris entre 14.100 et 18.000 FCFA / 100 kg.

Suivi des stocks de sécurité dans la région de Mopti

Dans la région de Mopti, cercle de Koro, les OP qui ont bénéficié des stocks n'ont fait qu'une rotation.

- Les OP de Dianou et de Olguiné, (commune de Wadouba), ont acheté le mil au prix rendu magasin de 13.580 FCFA/100 kg. Elles ont vendu à leurs membres au prix de 14.000 FCFA/100 kg au moment où le prix du mil était de 14.500 FCFA sur les marchés céréaliers des deux localités,
- L'OP de Tuol dans la commune de Kendié a acheté à 13.100 FCFA/100 kg. Ce mil a été vendu aux membres au prix de 14.200 FCFA/100 kg contre 14.500 FCFA/100 kg prix du marché,
- L'OP Mèrèbara (commune de Koporo-nah) a acheté au prix de 8.500 FCFA/100 kg. L'OP a vendu le mil à ses membres au prix de 9.500 FCFA contre 10.000 FCFA/100kg sur le marché,
- L'OP de Tagari (commune de Dougoutènè) a acheté à 7.500 FCFA/100 kg et a fixé le prix de vente à 11.000 FCFA/100 kg, contre 11.500 FCFA/100 kg prix du marché.

Les différences de prix de revient des céréales entre les OP s'expliquent par le fait que :

- Les OP de Dianou, Olguiné et Tuol sont situées dans des zones éloignées des plateaux dogons, elles sont enclavées et déficitaires. Les prix de revient sont élevés à cause des charges (transport...).
- Par contre, les OP de Mèrèbara et Tagary sont situées dans la plaine et ne sont pas très enclavées : les prix des céréales y sont moins élevés à cause des facilités de transport.

Donc les stocks de prévention et de gestion des crises en 2008 sur Mopti ont porté sur 45,2 tonnes de mil, (pour un stock initial de 50 tonnes). La baisse du stock s'explique par la hausse des prix d'achat par rapport à la première année et au fait que certaines OP ont donné une partie du capital aux femmes pour les AGR.

Compte d'exploitation de la 1ère rotation : vente de mil, zone de Mopti

Nom OP	Achat de mil en FCFA	Transport	Total charge	Total produit	Résultat
Dianou	1 012 500	87 480	1 099 980	1 134 000	B : + 34 020
Olguiné	1 000 000	86 400	1 086 400	1 120 000	B : + 33 600
Tagari	870 000	31 500	901 500	1 276 000	B : + 374 500
Tuol	1 125 000	54 000	1 179 000	1 278 000	B : + 99 000
Mèrèbara	722 500	45 000	767 500	807 500	B : + 40 000

A l'issue de la vente des céréales dans les villages, il a été constaté : la réalisation d'un bénéfice par toutes les OP, la vente du mil dans ces villages à un prix inférieur à celui du marché, l'accès facile des populations aux céréales, grâce à la présence du stock, la constitution d'un fonds de roulement dans le village pour l'OP, la satisfaction des populations par rapport à la stratégie d'approvisionnement.

Dans certains cas (Tagary), les responsables d'OP ont mal compris l'objet du stock. En effet, cette OP a réalisé une marge bénéficiaire de 3.500 FCFA/sac, ce qui est trop élevé pour un stock à vocation sociale. Face à cette situation, l'animateur a organisé des réunions de concertation avec les responsables de l'OP qui baisseront leur marge lors de la campagne de commercialisation 2008/2009.

Suite aux conseils de l'animateur d'Amassa, les fonds ont été immobilisés au niveau des caisses locales d'épargne de crédit. Grâce à la médiation de l'animateur, l'OP de Tagari a fait un dépôt à terme de 1.244.500 FCFA, au taux d'intérêt de 4%, à la caisse d'épargne et de crédit du village.

- **Promouvoir les AGR, opportunités de micro et petites entreprises rurales**

En 2008, conformément aux conditions définies entre le projet et les OP pour la gestion des stocks de prévention, AMASSA a encouragé les OP bénéficiaires à prêter une partie des bénéfices réalisés aux

associations féminines, pour leur permettre de réaliser des AGR.

Sur Gao, les activités réalisées en 2008 en matière de promotion des AGR ont été les suivantes :

- L'OP de Tianamé (commune rurale de Gabero) a mis 60.000 FCFA à la disposition de l'association féminine du village qui compte 20 femmes. Avec cette somme, les femmes ont fait du commerce de paddy et de condiments. Le résultat obtenu est positif de 22.500 FCFA.

- Les OP de Baringouma et de Tchirissoro ont octroyé chacune 50 000 FCFA aux femmes de leur village pour mener des AGR. Chaque association a fait des prêts individuels aux femmes au taux de 16% par trimestre qui à leur tour font des achats vente de riz paddy et autres. Si l'OP de Baringouma a octroyé 50.000 FCFA sur le bénéfice réalisé, l'OP de Tchirissoro a prélevé une partie de son capital.

A Mopti, les OP bénéficiaires de stocks d'intervention ont donné des appuis financiers aux associations féminines pour la promotion des AGR. Les principales activités menées par les femmes ont porté sur l'embouche des petits ruminants, la production et la commercialisation d'échalote.

- L'OP de Dianou a octroyé 100.000 FCFA à l'association féminine, sur le bénéfice de l'opération et en prélevant une partie du capital. Les femmes ont réalisé des crédits individuels auprès des 40 membres de l'association, au taux de 10% par trimestre. Le système est rotatif, c'est-à-dire 10 membres bénéficient du prêt sur un trimestre. Au terme des 4 trimestres de 2008, le fonds a généré un bénéfice de 40.000 FCFA portant le fonds de roulement à 140.000 FCFA. Le taux peut paraître important mais le système des femmes pratiquent des tontines traditionnelles où elles appliquent souvent entre elles des taux d'intérêt élevés.

- L'OP de Olguiné a octroyé 100.000 FCFA à l'association féminine du village (sur le bénéfice réalisé et une partie du capital) qui a acheté 500 kg de semences d'échalote à 200 FCFA/kg et les a donnés aux membres, à crédit, au taux de 10% remboursable au 31 décembre 2008. Le 26 décembre 2008, les crédits ont été remboursés à 100%, portant le fonds de roulement à 110.000 FCFA.

- L'OP de Tuol a remis 100.000 FCFA à l'association féminine du village qui a acheté 8 béliers à 12.500 FCFA pour l'embouche. Les femmes ont revendu les bêtes à 30.000 FCFA/tête (chiffre d'affaire de 240.000 FCFA) après avoir dépensé au moins 80.000 FCFA dans les achats d'aliments bétail.

- Les OP de Mèrèbara et Tagari n'ont pas fait d'appui aux femmes car des expériences antérieures avaient échoué (sur d'autres programmes).

Au regard des résultats obtenus dans les différentes zones, l'animateur de Mopti a organisé une rencontre entre les responsables des OP de Mèrèbara et Tagari, et les associations féminines des deux localités pour expliquer les expériences réussies ailleurs. Au terme de cette rencontre, les deux OP se sont engagées à mettre un fonds à la disposition des associations féminines. Dans l'ensemble, cette approche semble être la mieux indiquée pour doter les associations féminines de fonds de roulement à travers le projet, même si les OP doivent éviter une décapitalisation des fonds de subvention.

6. Actions spécifiques programme CE PASA, mis en œuvre avec Misola

- **Former et informer les acteurs sur les systèmes de prévention**

Six sessions de formation (3 pour les OP, 3 pour les élus) « Prévention et gestion des crises alimentaires » ont été réalisées pour mieux faire comprendre les enjeux, les mécanismes et les outils de gestion de la sécurité alimentaire, conformément au document relatif à la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire. Le module traite des terminologies, des causes et solutions possibles des crises, des stratégies pour une plus grande participation des OP et des élus locaux à la recherche de la sécurité alimentaire.

Les membres d'OP ne connaissaient pas le fonctionnement du dispositif national de sécurité alimentaire et plus particulièrement leur rôle et responsabilité. Suite à ces formations, les animateurs constatent que les OP s'impliquent de plus en plus sur les questions relatives à l'analyse et la gestion de la sécurité alimentaire.

Avant la formation, plus de 60% des élus avaient des notions sur certains concepts de la sécurité alimentaire mais ils connaissaient peu leur rôle dans le dispositif national de sécurité alimentaire. La grande majorité ignorait l'existence du décret national (n°3-176/ PRM, du 25 avril 2003) fixant le cadre institutionnel de gestion de la sécurité alimentaire. Ces formations ont permis aux élus de connaitre leurs rôles et responsabilités afin de mieux s'impliquer dans le développement de leur commune et de rendre dynamique le comité communal de sécurité alimentaire. Suite aux formations, certains élus ont saisi les animateurs pour qu'ils vérifient la conformité de la prise en compte de la question de la sécurité alimentaire dans leurs PDSEC et PSAC. C'est dire qu'ils ont apprécié ce thème. Afrique Verte s'investira auprès des élus dans ce sens et les orientera vers les structures spécialisées sur ces questions.

Un livret pédagogique sur ce thème est en cours de conception.

- **Estimer les capacités d'approvisionnement des zones cibles du projet**

Pour estimer les capacités d'approvisionnement des OP, une fiche a été élaborée et mise à la disposition des animateurs pour la collecte de données. Les évaluations ont commencé en novembre, elles ont été

réalisées lors des missions d'appui conseil des animateurs. 92 OP de 70 villages ont été concernées. Il s'agissait d'estimer les besoins non couverts par la production céréalière du village ; de connaitre les ressources dont dispose le village pour satisfaire ces besoins céréaliers non couverts ; de connaitre les quantités de céréales et les fonds pouvant être mobilisés par les organisations paysannes.

Résultat : Besoins en céréales non couverts par la production : environ 13.000 tonnes

Région de Gao : Avec une population estimée à 57.000 habitants, les 16 villages de la zone d'intervention ont estimé leur besoin céréalier à 12.200 tonnes et les stocks familiaux à 3.534 tonnes, soit une durée moyenne de consommation de 3,4 mois. Les besoins non couverts sont estimés à 8.673 tonnes.

Région de Mopti : Au niveau des 27 villages (environ 39.500 habitants), les besoins de consommation en céréales sont estimés à 8.460 tonnes pour un stock global de 6.200 tonnes au niveau des familles, soit une durée moyenne de consommation de 5,5 mois. Les besoins non couverts sont estimé à 2.261 tonnes ;

Région de Tombouctou : Au niveau des 27 villages de la zone (environ 56.200 habitants), les besoins en céréales ont été estimés à 12.025 tonnes pour un stock disponible après les récoltes de 9.924 tonnes, soit une durée moyenne de consommation de 9,7 mois. Les besoins non couverts sont estimés à 2.101 tonnes.

Ces informations sont partagées par les animateurs lors des réunions mensuelles du SAP Régional.

- **Evaluation des capacités financières des organisations paysannes**

Sur la base des résultats en besoins céréaliers des villages, les animateurs ont travaillé avec les responsables des OP afin de connaître leurs capacités d'approvisionnement, tout en tenant compte de leurs moyens financiers et des mécanismes d'adaptation développés par les populations. Sur les 92 OP visitées, environ 35% (32 OP) disposent d'une capacité financière pour constituer des stocks de céréales.

Au niveau de ces 32 OP, les besoins en céréales pour constituer les stocks communautaires sont estimés à 182,4 tonnes pour une disponibilité financière de 24.809.000 FCFA. Cela représente, en moyenne, un pouvoir d'achat du sac de mil de 100 kg à 13.600 FCFA. Etant donné la valeur élevée des céréales cette année, les OP ne pourront certainement pas couvrir la totalité de leurs besoins en céréales.

- **Volet banque de semences**

En 2005, Afrique Verte a distribué 116,5 tonnes de semences (102,5 tonnes de mil et sorgho et 14 tonnes de riz paddy), dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou : 138 villages en ont bénéficié, dont 14 en riz. L'objectif est de constituer environ 50 banques de semences opérationnelles disposant d'au moins 60 tonnes de semences améliorées (régions de Gao, Mopti et Tombouctou).

Collecte des données sur les banques de semences : En 2008, deux passages (aux semis et après les récoltes) ont été effectués par les animateurs d'Afrique Verte et les agents d'agricultures pour suivre 72 villages sur les 138 bénéficiaires (52%) : 47 villages ont fait des distributions, soit 65% de l'échantillon suivi.

Distribution aux semis : Les banques ont distribué 36,9 tonnes de semences à 1.892 bénéficiaires, dans 47 villages (8 en riz et 39 en mil-sorgho). Les mil-sorgho sont essentiellement des variétés traditionnelles. En effet, les villages qui ont bénéficié de la distribution de semences améliorées en 2005, ont échangé ces variétés améliorées contre les variétés locales, mieux adaptées à leur zone, selon les paysans.

Les semences de riz distribuées étaient des variétés améliorées au niveau de 7 villages et seul un village a remplacé sa semence améliorée par une traditionnelle (village de Kardjimé, commune de Gabero, 17 producteurs). Les semences améliorées de riz ont été utilisées par 383 producteurs des communes de Taboye, Gabero, Djenné et Tombouctou.

Environ 1.453 ha ont été emblavés par les producteurs (sorgho : 450 ha ; mil : 690 ha ; riz : 313 ha).

35% des villages suivis n'avaient pas de semences. Il s'agit principalement de la commune de Hombori (20 villages) qui n'a pas réussi à reconstituer le stock : inondations, mauvaise conservation des semences, méconnaissance des techniques culturales des semences améliorées... Pour trouver une solution, les comités de gestion des banques avec l'appui de l'agent d'agriculture, ont pris contact avec la Mairie de Hombori pour reconstituer un stock (achat de semences). Mais malheureusement, la Mairie, faute de moyen financier, n'a pu mettre en œuvre cette décision.

Récoltes et rendements : Sur les 1.452,5 ha emblavés dans les 47 villages, seulement 403 ha ont été récoltés, soit 28% des surfaces emblavées. Les récoltes n'ont été effectives qu'au niveau de 26 villages repartis dans les communes de Taboye (2), Gabero (2), Djenné (1), Mondoro (17), Diaptodji (1) et Tombouctou (3). Les quantités de céréales récoltées sont estimées à 594,4 tonnes.

Les récoltes ont été particulièrement mauvaises dans le cercle de Douentza qui regroupe environ 83% des villages concernés pour la campagne 2008-2009 (installation tardive de l'hivernage et arrêt précoce des pluies). Les récoltes ne concernent que le mil. Les quantités récoltées sont de 81,4 tonnes pour une superficie de 283 ha, soit un rendement moyen de 0,3 tonne/ha (contre 0,6 t/ha pour les variétés locales). Le faible rendement est probablement du à un déficit pluviométrique sur Douentza.

Pour le riz, les récoltes ont été réalisées sur les 8 villages concernés. Les villages où les producteurs ont utilisé des variétés améliorées ont récolté 500,5 tonnes sur une superficie de 116,5 ha (rendement moyen de 4,3 t/ha). Par contre au niveau du village de Kardjimé où les producteurs ont utilisé la variété locale, le rendement est de 1,3 t/ha, soit une récolte de 13 tonnes pour une surface de 10 ha.

Reconstitution des banques de semences : Les 26 villages ayant effectué des récoltes ont partiellement ou totalement constitué les stocks de semences en nature. Dans les communes de Mondoro et Diaptodji, les membres de 4 banques de céréales ont payé en espèce les quantités de semences utilisées pour les semis.

Le taux global de reconstitution des stocks de semences au niveau des différentes banques est de 76%. Ce taux est nettement meilleur au niveau des villages qui font la riziculture (communes de Taboye, Gabero, Djenné et Tombouctou) qu'au niveau de ceux cultivant le mil ou le sorgho.

En ce qui concerne les banques de semences en riz, les 8 villages bénéficiaires ont mis en place différents modes de reconstitution des stocks : champs collectifs, reconstitution avec ou sans intérêt.

Information et sensibilisation des comités de gestion : les animateurs et les agents d'agriculture ont réalisé des séances de travail avec les membres des banques de semences, sur le conditionnement et le stockage des semences, sur la tenue des documents de gestion… Des fiches techniques sur les semences améliorées ont été distribuées ; elles ont été produites au cours de la première année du projet.

- **Volet : Produire des farines MISOLA, bon marché et de qualité, dans 7 UPA**

L'UPA de Gao a été réhabilitée (crépissage des murs). Les UPA de Niafounké et de Sévaré ont été dotées de matériels (torréfacteur, mélangeur de vitamine et thermo soudeuse).

Au cours de la première année du projet, 26 tonnes de soja ont été achetées pour les 7 UPA qui ont utilisé 10 tonnes produire 37,94 tonnes de farine Misola. En deuxième année, le stock a été reconstitué à 100%. Sur les 26 tonnes, 24,4 tonnes ont été utilisées pour la production de 90,2 tonnes de farine Misola. La quantité de farine produite avec ce stock de soja représente 37% de la production totale des 7 UPA (245,8 tonnes). Les 42 tonnes de soja nécessaire à la production complémentaire (155,64 tonnes de farine) ont été payées par les UPA de Bandiagara (41,5 tonne), Niafounké (0,4 tonne) et Sevaré (0,1 tonne).

Evolution de la production et de la vente de la farine

Sur l'année, les 7 unités du projet ont produit 245,85 tonnes de farine Misola

Production annuelle de farine par unité (avril 2008 à mars 2009)

Région	Cercle	Commune	Nom de l'UPA	Production annuelle (t)	Pourcentage	Montant F CFA
Mopti	Djenné	Djenné	UPA de Djenné	1,50	1%	900 000
Mopti	Mopti	Mopti	UPA de Sevaré	18,85	8%	11 310 000
Mopti	Bandiagara	Bandiagara	UPA de Bandiagara	200,00	82%	120 000 000
Tombouctou	Tombouctou	Tombouctou	UPA de Tombouctou	7,40	3%	4 440 000
Tombouctou	Goundam	Goundam	UPA de Goundam	7,40	3%	4 440 000
Tombouctou	Niafounké	Souboundou	UPA de Niafounké	9,00	4%	5 400 000
Gao	Gao	Gao	UPA de Gao	1,70	1%	1 020 000
Total				245,85	100%	147 510 000

Les farines sont destinées aux jeunes enfants, aux femmes enceintes ou allaitantes et aux personnes âgées. Pour développer la commercialisation, les animatrices et les responsables des unités ont rencontré les centres de santé, les pharmacies et les hôpitaux ce qui a abouti à la mise en place de points de vente au niveau des CSCOM, des quartiers et des pharmacies. Des contacts avec les médecins chefs hospitaliers et les chefs de poste des CSCOM ont permis la prescription de farine Misola, dans les cas de malnutrition modérée. De plus, les organismes internationaux et nationaux (Ministère de la Santé, PAM - Cantines scolaire, UNICEF…) intervenant dans le domaine de la nutrition sont des acheteurs de farine Misola.

Les formations des productrices

Pour améliorer les compétences des UPA, Misola a organisé 4 sessions de formation sur : « Bonnes pratiques nutritionnelles », « Contrôle de qualité des farines », « Marketing et techniques de vente » et « Techniques de gestion d'une unité artisanale de production ». Ces formations ont été dispensées dans la région de Mopti, elles ont regroupé les femmes des 7 UPA qui ont échangé sur leurs pratiques et problèmes.

Contrôle qualité de la farine Misola

Pour fournir une farine conforme aux normes de qualité, 12 analyses ont été effectuées par le Laboratoire National de la Santé de Bamako. Elles ont apprécié les paramètres physico-chimiques et bactériologiques. 82% des échantillons ont de très bonne qualité physico-chimique, mais pour 3 analyses le taux de glucide est inférieur aux normes (60%) : UPA de Tombouctou (48%), Goundam (50%) et Sévaré (54%). En ce qui concerne les paramètres bactériologiques, les résultats sont bons dans l'ensemble. Toutes les dispositions ont été prises afin de sensibiliser les unités de Tombouctou, Goundam et Sévaré sur la qualité des farines, en respectant les doses prescrites et en contrôlant les matières premières et le processus de fabrication.

Participation aux foires sous régionales

En décembre, Misola a participé à la foire exposition organisée au Centre International de Conférence de Bamako, dans le cadre des assises de la coopération décentralisée de la Région Rhône-Alpes. Les représentants de Misola ont échangé avec les élus locaux des communes de la région de Tombouctou qui ont visité cette foire. D'autre part, Misola a noué des contacts avec d'autres structures telles que Handicap International et Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière intervenant dans la région de Tombouctou.

Sensibiliser les femmes sur les bonnes pratiques nutritionnelles.

Afin de sensibiliser les femmes sur les bonnes pratiques nutritionnelles, les animatrices et les UPA ont organisé 20 séances de démonstrations culinaires et de causeries débats dans 11 communes des régions de Gao, Mopti et Tombouctou. Ces séances ont regroupé 3.282 participants (dont 1.114 femmes). Elles ont été organisées en collaboration avec les relais communautaires et les agents de santé.

Pour toucher le maximum de femmes, Misola a utilisé 8 radios de proximité pour une sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles. Un sondage réalisée par l'UPA de Bandiagara auprès de 13.655 femmes de 8 communes du cercle de Bandiagara, fait ressortir qu'environ 17% de ces femmes sont capables de citer 3 actions de bonnes pratiques nutritionnelles.

Suivi de l'évolution du nombre de femmes et d'enfants utilisant la farine Misola

Afin de suivre l'évolution du nombre de femmes enceinte ou allaitantes et d'enfants consommant la farine Misola, la coordination de Misola et l'UPA de Bandiagara ont conduit en janvier 2009, un sondage dans 8 communes du cercle de Bandiagara. Ce sondage a été réalisé auprès de 5.395 femmes enceintes. Le récapitulatif des résultats du sondage est représenté par le tableau n°26.

Sur l'ensemble des 8 communes, on note une augmentation du pourcentage des femmes enceintes ou allaitantes consommant la farine Misola, de l'ordre de 31%. L'augmentation de taux d'utilisation de la farine Misola est probablement due aux séances de sensibilisation et d'information réalisées par les femmes de l'UPA et les partenaires. En janvier 2009, sur un ensemble de 12.919 enfants moins de 5 ans, 3.922 consommaient la farine Misola (soit 30% contre 15% avant le démarrage du projet).

Les publicités pour développer la consommation

Pour informer et sensibiliser la population sur les avantages liés à la consommation de la farine infantile, Misola a élaboré un sketch pendant la première année du programme portant essentiellement sur les avantages de la farine Misola pour les enfants et sur les points de vente. Au cours de cette année, 8 diffusions de ce sketch de 3 minutes ont été réalisées sur la télévision nationale malienne. Ces diffusions ont permis d'améliorer considérablement l'utilisation de la farine Misola dans la prévention et la lutte contre la malnutrition sur le plan national et en particulier dans les zones d'intervention du projet.

En plus de la conception et de la diffusion de ce spot, Misola a signé trois contrats de collaboration avec l'ORTM-FM et les radios Saghan et Kounari de Mopti. Au total 300 spots publicitaires dont 30 spots au niveau de l'ORTM-FM, 90 spots au niveau de la radio Saghan et 180 spots au niveau de Kounari FM sont prévus dans les contrats. Les diffusions ont démarré en décembre 2008 au niveau des trois radios.

Conclusion sur les actions au Mali

L'année 2008 a été marquée au Mali par la poursuite de la mise en œuvre des deux programmes européens qui ont permis à Afrique Verte de travailler en partenariat avec AMASSA et MISOLA ; les deux partenaires ont pleinement joué leur rôle et ont réalisé les activités programmées sur le terrain.

Au niveau des activités, l'appui à la transformation des céréales est de plus en plus dynamique et les demandes d'adhésion au programme dépassent les capacités de l'association.

AMASSA et Afrique Verte Mali se sont particulièrement investies dans la campagne de soutien aux transformatrices : accueil de l'équipe de tournage puis présentation du film, version décideurs, à la réunion du RPCA de Dakar en novembre 2008.

6. L'action au Niger

1. Zones géographiques couvertes par l'action

AcSSA Afrique Verte Niger est présente dans 4 régions : Zinder, Agadez, Tillabéry avec 2 implantations : Tillabéry-Téra et Say-Kollo. Les actions des UT en zone urbaine sont concentrées sur Niamey et Zinder.

La coordination est basée à Niamey. Des agents d'Afrique Verte sont présents dans les implantations rurales où ils dispensent certaines formations et diffusent les informations aux bénéficiaires des projets.

2. Partenaires impliqués

AcSSA collabore avec les services techniques nationaux (DAC/POR, Direction des cultures vivrières, Direction de la protection des végétaux, Cellule Crises alimentaires, SAP, SIMA, Ministère du Commerce…), des caisses locales de crédit (mutuelle ASUSU CIGABA, l'IMF Capital Finance…), des ONG et projets de sécurité alimentaire (ASAPI, OIKOS Projet Telwa Agadez, CRS, AMA…) et des faîtières : FUCOPRI (fédération des unions de coopératives de producteurs de riz), CONACOOP (confédération nationale des coopératives), des organisations internationales (UNICEF)…

3. Groupes cibles mobilisée : nature, nombre

Afrique Verte et son partenaire AcSSA accompagnent environ 120 OP structurées en 11 unions départementales et 3 fédérations régionales. Le projet soutient aussi une vingtaine d'UT sur Niamey, Say-Kollo et Zinder, mais d'autres OP sont également invités à participer aux actions, notamment aux bourses.

Les membres des OP, des unions et fédérations (soit environ 3.600 personnes) et des UT (soit environ 600 transformatrices) sont les bénéficiaires directs du projet. Mais leurs familles, soit 42.000 personnes (10 personnes par famille en moyenne), profitent aussi de l'action. Plus largement, les populations des communes touchées par le projet et les consommateurs urbains constituent les bénéficiaires indirects.

4. Actions réalisées

4.1. Activités pour atteindre l'objectif 1 : Nourrir les villes avec les céréales locales

Au Niger, l'urbanisation modifie le rythme de vie des foyers et fait changer les habitudes alimentaires. Les paysans perdent ainsi des parts de marchés car, à défaut d'offre locale satisfaisante, les femmes ont recours aux produits importés prêts à l'emploi (semoule de blé, spaghettis…) pour nourrir leur famille. C'est pourquoi, afin de renforcer de manière pérenne la filière céréalière au Niger, Afrique Verte promeut les céréales locales et soutient les groupements féminins de transformation agroalimentaire.

a) Les groupements de transformatrices sont professionnalisés

- **Renforcer la structuration des groupements de transformatrices**

En 2008, l'appui pour la reconnaissance juridique des groupements de base s'est achevé : dans les 3 zones (Niamey, Zinder et Say Kollo), tous les groupements de base ont aujourd'hui leur agrément. L'action de structuration a abouti à la constitution de 4 unions. L'objectif de la mise en réseau est de développer des stratégies communes et de rationaliser l'utilisation des ressources.

A Niamey, la mise en réseau a abouti au cours de l'atelier du 26 août 2008 qui a regroupé 20 membres des 10 groupements de femmes transformatrices de la zone : 2 unions ont été créées, regroupant chacune 5 groupements de base. A Say Kollo, l'assemblée générale constitutive de l'union a eu lieu à Say, le 5 juin 2008. Elle a regroupé 15 déléguées des femmes transformatrices de la zone ; un bureau a été élu. A Zinder, l'atelier a été organisé le 21 octobre 2008 en présence de 25 déléguées de 5 groupements. Le Directeur régional de l'Action Coopérative de Zinder a participé à cette rencontre pour expliquer aux participantes les rôles, qualités, droits et devoirs des membres. L'union a été créée et les membres ont élu un conseil d'administration ; elle a aujourd'hui reçu son agrément.

Après la constitution des unions et la mise en place des instances dirigeantes, une session de formation en administration et fonctionnement a été réalisée au bénéfice des élues, dans chacune des 3 zones : en juin à Say Kollo, en octobre à Niamey et en novembre à Zinder.

- **Renforcer la gestion technique et financière des unités de transformation**

Les UT soutenues par AcSSA ont participé à différentes formations techniques :

- Techniques de transformation : la formation sur la transformation du mil et du sorgho a été réalisée, par des spécialistes du Laboratoire de Technologies Alimentaires : 1 session à Zinder, 1 à Say Kollo et 1 à Niamey. De plus, une formation a été organisée sur la fabrication de couscous de 3 céréales, dispensée par une transformatrice du réseau Afrique Verte Burkina, pour 17 femmes des 3 zones d'intervention du projet. Pour partager les techniques apprises avec les autres membres des groupements n'ayant pas participé à la formation, une restitution a été organisée dans chacune des 3 zones.

- Gestion : des formations ont été dispensées (niveau 1 et 2), elles ont permis aux responsables des UT de mieux utiliser les outils de gestion d'une micro entreprise (à Zinder, à Say Kollo et à Niamey).
- Marketing : les UT doivent adopter une meilleure politique commerciale pour satisfaire leur clientèle et en tirer le meilleur profit. Elle a été dispensée à Zinder, à Say Kollo ainsi qu'à Niamey.

De plus, un voyage d'échanges a été organisé sur Niamey, en octobre 2008, pour 10 transformatrices de céréales de la région de Zinder qui ont ainsi visité deux unités de transformation et suivi des séances de démonstration : gâteau de mil et de sorgho, biscuit de mil et de sorgho, riz soufflé … Jusque là, ces produits ne faisaient pas partie de la gamme de produits fabriqués par les femmes de Zinder.

Pour permettre aux transformatrices d'appliquer les formations et d'améliorer le rythme de leur production, AcSSA, grâce à un cofinancement spécifique du CCFD, a facilité l'équipement des UT, notamment sur Say Kollo et Zinder : séchoirs, décortiqueuses, thermo soudeurs, fours à charbon et à gaz…

Enfin, AcSSA a organisé, en décembre 2008, un atelier d'harmonisation des interventions des partenaires à Zinder. Depuis 2005, l'association travaille en étroite collaboration le comité technique régional de concertation sur les banques céréales. Cet atelier a été organisé en collaboration avec les responsables régionaux de l'action coopérative et du développement communautaire pour harmoniser les stratégies d'intervention en matière de sécurité alimentaire.

- **Multiplier les points de vente et promouvoir les produits céréaliers**

Pour permettre aux transformatrices de s'approvisionner en matières premières de qualité et offrir des produits compétitifs aux clients, différentes actions ont été réalisées :

- identification de producteurs de céréales pouvant approvisionner correctement les transformatrices,
- identification de points de vente (intermédiation de l'animateur entre les commerçants et les transformatrices) car l'acquisition d'un local spécifique occasionne des coûts récurrents de fonctionnement qui ne peuvent pas, à ce stade, être supportés par les groupements.

A Zinder, les transformatrices ont négocié avec 2 magasins d'alimentation de Zinder (CFAO et N'Walla Store) pour mettre sur leurs rayons les produits transformés localement.

A Niamey, une partie de la production est vendue directement par les femmes. Plusieurs groupements possèdent des points de vente formels (dans les supermarchés, marchés de quartier, stations service…). Certaines UT ont négocié avec des boutiquiers à qui elles livrent leurs produits contre une commission après vente, et avec des restaurateurs.

De plus, les transformatrices ont participé à la foire de Zinder en juillet, et à la foire du Ramadan, à Niamey, en septembre 2008 (6 représentantes pour les 3 zones).

Les UT nigériennes sont invitées à participer aux bourses d'Afrique Verte où elles peuvent aussi bien s'approvisionner en matière première (mil, sorgho, maïs…) que vendre leurs produits transformés.

b) L'accès au crédit d'investissement est facilité

Au Niger, AcSSA met en relation les caisses de crédit et les OP ou les UT afin d'initier les contacts, puis les formations facilitent l'accès aux financement (montage de dossiers) mais aussi leur bonne gestion.

Le module sur le financement a été proposé à Zinder, à Say Kollo et à Niamey. Des animations sont réalisées par les équipes qui suivent également le remboursement des prêts obtenus en 2007.

A Zinder, parmi les 4 groupements féminins ayant obtenu un crédit en 2007, seul Baban Sarari n'est pas à jour dans le remboursement. Pour 2008, un dossier est en cours de financement et 4 autres dossiers de demande de prêt sont à l'étude par la mutuelle ASUSU.

A Say Kollo, en 2007, quatre groupements de transformatrices ont été appuyés pour monter un dossier de micro subvention afin d'acquérir des équipements. Ce dossier a été financé par la Coopération Technique Belge (CTB) pour un montant de 6.855.975 FCFA, ce qui leur a permis d'acquérir du matériel, de la matière première et des emballages pour 4.600.000 FCFA.

A Niamey, la plupart des groupements ont ouvert des comptes. En 2008, quelques UT ont déposé des demandes de crédit. Du coté des IMF, les garanties demandées aux femmes constituent le principal facteur de blocage. Par contre, des dossiers déposés auprès de l'ONG Quater Charity sont en bonne voie.

4.2. Activités pour atteindre l'objectif 2 : Répondre à la demande des groupements ruraux

Afrique Verte et AcSSA dispensent des formations aux OP, pour renforcer les compétences professionnelles et organisent des bourses pour faciliter la commercialisation des céréales brutes et transformées.

a) Améliorer les capacités organisationnelles et professionnelles des OP

- **Renforcer la structuration**

Au Niger, les OP, leurs unions et leurs fédérations, ont été soutenues par Afrique Verte et AcSSA, notamment pour le renforcement de leur structuration et pour qu'elles maîtrisent mieux les différents maillons

de la filière céréalière. A terme, les OP doivent pouvoir se constituer en force de négociation pour dialoguer avec les partenaires et les décideurs et défendre leurs intérêts.

Grâce aux 11 formations ou ateliers sur la structuration dispensés par AcSSA et Afrique Verte en 2008, la majorité des OP, a obtenu son agrément. Elles sont aujourd'hui regroupées en unions ou fédérations.

- **Professionnaliser les groupements de base**

La gestion physique et financière des stocks, la maîtrise des techniques de négociation et de regroupement des achats (zones déficitaires) et des offres (zones déficitaires) et les outils de contractualisation qui lient les deux parties sont essentiels pour bien se préparer à la commercialisation des céréales.

Ainsi, dans une optique de développement durable, Afrique Verte et AcSSA insistent sur la formation technique de formateurs villageois qui prennent le relais en cas de départ de l'animateur régional. Pour la professionnalisation des groupements de base, 58 sessions de formations techniques (de 1 à 3 niveaux par type) ont ainsi été réalisées au Niger en 2008 :

- Techniques de commercialisation : 8 sessions,
- Gestion comptabilité : 20 sessions,
- Conservation et qualité des stocks : 6 sessions,
- Accès et gestion du crédit : 4 sessions,
- Atelier de préparation aux bourses : 6 sessions,
- Formation de formateurs paysans : 14 sessions,

Faciliter l'accès des OP aux crédits locaux

Comme au Mali et au Burkina, outre les formations sur l'accès et la gestion des crédits, le projet apporte des conseils personnalisés pour aider les OP à accéder aux crédits.

A Zinder, l'OP d'ARA qui avait bénéficié d'un crédit de 1.140.000 F CFA en 2007, a reçu un nouveau prêt de 3.150.000 F CFA de la part de la mutuelle ASUSU CIGABA, pour des achats de céréales.

A Say Kollo, fin 2008, le projet a reçu l'accord de l'IMF CAPITAL FINANCE pour le dépôt de demandes de prêts pour la commercialisation des céréales. Les dossiers sont en cours examen.

A Téra Tillabéry, 17 OP (sur 22) et les 2 unions ont ouvert des comptes dans les mutuelles locales. Deux dossiers de micro subvention sont déposés pour constituer un stock de régulation inter OP.

Les outils de formation ou d'information

Au Niger, les équipes conçoivent des livrets pédagogiques reprenant les concepts clés des formations ; ils sont généralement traduits en Djerma et en Haoussa et sont diffusés aux responsables des OP. En 2008, les livrets suivants ont été conçus ou mis à jour et diffusés aux bénéficiaires :

- Révision du livret « coûts de transport » afin d'actualiser les prix qui ont beaucoup augmenté. Cette nouvelle version a été éditée en 600 exemplaires pour diffusion aux OP et autres acteurs céréaliers.
- 3 affiches de sensibilisation et démonstration sur « stockage et conservation des céréales » ont été conçues et distribuées aux OP cibles du projet. La présence de ces affiches dans le magasin rappelle à tout moment au gérant la nécessité de respecter les bonnes règles de stockage.
- 2 fiches d'information sur les bourses céréalières :
    d) La première s'adresse principalement aux OP et vise à les guider dans la préparation et la participation aux bourses céréalières.
    e) La deuxième informe les partenaires sur les différents aspects de la bourse céréalière.

Dans le cadre de la capitalisation et de l'information, Afrique Verte et AcSSA éditent et diffusent des bulletins spécifiques : « Point situation alimentaire au Sahel » : mensuel d'information sur les prix des céréales et la sécurité alimentaire dans les zones d'intervention ; « Le Paysan du Niger » : nouvelles de l'association au Niger. Ces bulletins sont accessibles à partir de la page d'accueil du site www.afriqueverte.org.

Par ailleurs, ce sont les animateurs qui diffusent les informations sur le marché aux bénéficiaires du projet qui sont tenus informés régulièrement de l'évolution de la campagne agricole, des disponibilités et prix sur les marchés, des opportunités d'affaires…

En outre, les bourses aux céréales restent un des créneaux les plus importants utilisés pour informer et sensibiliser les OP. Comme les années passées, le projet a fait appel aux structures techniques nationales pour intervenir sur la problématique céréalière : stratégie nationale de sécurité alimentaire, résultats de la campagne, évolution du prix des céréales, achats institutionnels, intérêt des semences sélectionnées…

Voyages d'échanges

En novembre, une visite a été organisée au bénéfice de 14 responsables des OP de la zone de Ouallam qui se sont rendus à Namari Goungou (Tillabéry), à Kabé et Tounfalis (Filingué). Des réunions de travail ont eu lieu entre responsables des unions ainsi que des visites des infrastructures de stockage. Cet échange a permis à la nouvelle union de Ouallam de comprendre les enjeux de la constitution d'une faîtière.

b) Faciliter les transactions céréalières lors des bourses

Afrique Verte organise tous les ans des « bourses aux céréales » pour faciliter les transactions et mettre en relation les vendeurs OP et les acheteurs potentiels. Au Niger, en 2008, alors que la production était annoncée légèrement excédentaire, l'équipe a organisé 4 pré bourses à Agadez, Zinder, Say-Kollo et Téra-Tillabéry, pour mieux préparer les bourses.

- **La bourse céréalière zone Ouest,** en novembre, à Kareygorou, a regroupé 140 représentants d'OP, partenaires techniques, opérateurs privés et responsables d'UT. Cette bourse concerne les céréaliers des régions de Dosso, Niamey et Tillabéry. L'ouverture a été présidée par le Ministre du développement agricole en présence du représentant résident de la FAO au Niger, des autorités régionales de Tillabéry et de partenaires.

  L'offre (1.665 tonnes) provient à 96% d'opérateurs privés de Niamey, Tillabéry et Filingué. Les OP ont proposé essentiellement des semences. Les produits des commerçants proviennent en grande partie du Burkina ou du Bénin, les marchés nationaux étant peu ravitaillés.

  La demande en produits bruts (413 tonnes) est faible. En effet, la hausse des prix a considérablement réduit les capacités d'achat des OP. Il faut entendre par « demande » les volumes demandés par les OP qui sont faits en fonction de leurs capacités réelles d'achat et non de leurs besoins globaux.

  Les transactions réalisées sur place ont atteint 334 tonnes, ce qui représente 81% de la demande. Le sac de 100 kg de mil a été négocié à 18.000 FCFA en moyenne (rendu magasin), à la même époque, les prix du sac de 100 kg de mil sur les marchés étaient de 19.750 FCFA à Dosso et 20.800 à Tillabéry.

  Au cours de la bourse, une séance de dégustation de mets préparés à partir des produits locaux transformés a été organisée. Elle a permis aux participants d'apprécier les qualités des céréales locales et les efforts que fournissent les femmes pour les valoriser. Les produits transformés ont été totalement écoulés, cela prouve la présence d'une demande réelle pour cette gamme de produits.

  De plus, une démonstration de la batteuse de mil a été réalisée par l'atelier CDARMA de Dosso.

- **La bourse céréalière zone Est** s'adresse aux céréaliers des régions de Zinder, Agadez, Maradi et Tahoua. Organisée début décembre à Zinder pour 86 personnes, elle a permis aux UT de nouer des relations commerciales aussi bien pour leur approvisionnement en matières premières que pour l'écoulement des produits finis. Elle a permis aussi aux responsables d'OP présentes de nouer des contacts avec d'autres partenaires au développement.

  Offres : 3.720 tonnes, demandes : 1.009 tonnes. Transactions : 571 tonnes, surtout de mil, cédé à 17.500 FCFA le sac de 100 kg en moyenne. A la même époque les prix du sac de 100 kg de mil sur les marchés étaient de 18.000 FCFA à Zinder et 20.000 à Agadez.

  Les transactions globales réalisées sur place représentent 57% de la demande. Plus de 100 tonnes de transactions ont été suspendues suite au prix jugé trop élevé par les acheteurs. En dépit de l'importance relative de l'offre par rapport à la demande, les prix n'ont pas beaucoup baissé car ils étaient déjà élevés au stade de la collecte primaire, c'est-à-dire à l'achat sur les marchés locaux ou à l'importation.

  Au niveau des deux bourses, la présentation des résultats de la campagne a été suivie de débats houleux. En effet, les prix des céréales sur les marchés contrastent avec le résultat excédentaire. Les représentants des OP de zones déficitaires ont voulu obtenir des explications claires des représentants des services techniques, pour leur permettre de prendre les décisions nécessaires.

Les transactions céréalières se déroulent toute l'année. En 2008, au Niger, elles sont estimées à 1.634 tonnes, essentiellement en mil.

5. Actions spécifiques au programme CE, mis en œuvre avec AcSSA

a) Volet semences

Il s'agit de favoriser la production de semences de qualité pour approvisionner les banques de semences et garantir la disponibilité et l'accessibilité des semences améliorées aux producteurs. Les zones concernées sont celles de Zinder (8 OP) et de Say Kollo (12 OP).

En année 1, sur une prévision de 20 OP, 15 ont conduit l'opération à terme. En 2008, les 20 OP retenues ont toutes conduit l'opération jusqu'aux récoltes. Pour respecter les conditions agronomiques qu'exige la production de semences, les paysans ont reçu une formation en techniques de multiplication des semences.

- **Formation en multiplication de semences**

Deux formations ont été réalisées par les animateurs de Say Kollo et de Zinder (une par zone). Au total, 48 paysans multiplicateurs de semences (dont 11 femmes) des 20 banques, en ont bénéficié.

- **Appui en intrants**

La qualité de la semence joue un rôle de premier plan. Elle est un facteur de productivité au sein de l'exploitation agricole. Comme en 2007, le projet a apporté un appui pour l'acquisition des intrants nécessaires, notamment les semences de base (690 kg) et les fertilisants (3.700 kg). Les semences de mil et de sorgho ont été achetées auprès de l'INRAN (Institut national de recherche agronomique). La répartition de ces intrants a été faite en fonction de la superficie exploitée par chaque OP.

- **Suivi technique de l'opération**

La production des semences est une activité spécifique. Le suivi des itinéraires techniques doit être réalisé par des spécialistes. C'est pourquoi, à l'instar de ce qui a été fait en 2007, des contrats de suivi ont été passés avec les services techniques départementaux ou communaux de l'agriculture sur la période allant du 1er juillet au 30 novembre 2008. Au total, 6 agents ont été sollicités pour ce travail : 2 agents dans la zone de Say Kollo et 4 agents dans celle de Zinder. A chacune des étapes clés du processus de production, ils se rendent sur le terrain pour conseiller les producteurs et vérifier que les règles sont respectées.

- **Evaluation de la production**

L'évaluation de la production est faite par les services techniques ayant assuré le suivi tout au long de la campagne. L'élément déterminant dans la variabilité de la production d'une OP à une autre est surtout la pluviométrie.

Zone de Say-Kollo : en 2008, les superficies emblavées en mil et sorgho sont de 23,75 ha contre 12,5 ha en 2007 soit une augmentation de 90 % due à l'intérêt croissant des producteurs à l'égard de cette activité.

L'opération production des semences a bien démarré dans la zone, car les producteurs ont semé après les labours et scarifiages des parcelles. Cela montre le degré d'adhésion des producteurs à s'approprier cette opération. Comparativement à l'année précédente, la production obtenue est satisfaisante dans l'ensemble malgré les sécheresses et les attaques des insectes floricoles observées en pleine campagne.

La production totale obtenue est de 7.176,5 kg (3.157,5 kg de mil HKP et 4.019 kg de sorgho Mota Maradi), soit un rendement moyen de 302 kg/ha. En 2007, la production obtenue sur les 12,5 ha était 2.291 kg soit un rendement moyen de 183,28 kg/ha. Ainsi dans la zone, le rendement moyen s'est accru de 64,77%. Suite à l'effet conjugué de l'augmentation des superficies de 90% et du rendement moyen de 64,77%, la production totale obtenue a augmenté de 213, 24% entre 2007 et 2008.

Dans les mêmes localités où sont produites les semences, les rendements agricoles des champs ordinaires se situent entre 200 kg à 250 kg/ha pour les variétés locales.

Zone de Zinder : les superficies emblavées en mil et sorgho au cours de la campagne 2008 sont de 16 ha contre 6,37 ha en 2007, soit une augmentation de 151 %.

La production totale obtenue est de 4.382,5 kg (3.022,5 kg de mil HKP, ZATIB et 1.360 kg de sorgho Mota Maradi), soit un rendement moyen de 273,90 kg/ha. En 2007, la production obtenue sur les 6,37 ha était de 1.852 kg soit un rendement moyen de 290 kg/ha. Ainsi dans la zone de Zinder, le rendement moyen a légèrement baissé de 5,5 %. Suite à l'augmentation des superficies de 151%, la production totale obtenue s'est accrue de 136,66% entre 2007 et 2008.

Dans les mêmes localités où sont produites les semences, les rendements agricoles des champs ordinaires tournent autour de 250 kg/ha pour les variétés locales.

Ce rendement aurait du être plus important si les problèmes suivants n'avaient pas été rencontrés au cours de la campagne : indisponibilité d'engrais sur le marché alors que les moyens d'acquisition étaient disponibles (en général, les champs collectifs mis en valeur pour la production des semences sont moins riches que les terres individuelles), mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace. Alors que dans le village de Bakari où les pluies ont été régulières le rendement atteint 622 kg/ha, à Zongon Datchi il n'est que de 18 kg/ha suite à la sécheresse. C'est le cas spécifique de Zongon Dachi qui a fait baisser le rendement moyen dans la zone par rapport à 2007.

Il faut retenir que, dans les deux zones, l'intérêt des producteurs pour l'acquisition des semences de qualité est de plus en plus important car ils ont bien compris les avantages comparatifs par rapport aux semences locales. En effet, outre le meilleur rendement qui peut être obtenu, les semences améliorées ont un cycle végétatif plus court et elles sont plus résistantes à la sécheresse. Tous ces éléments se combinent pour offrir au paysan une grande probabilité de produire par rapport aux semences traditionnelles à cycle long.

- **Renforcer les capacités pour une gestion opérationnelle des banques de semence**

L'objectif de la formation sur la gestion stratégique des banques de semences est de renforcer les capacités de leurs responsables à mieux les gérer et les pérenniser. En année 1, un module a été conçu avec un spécialiste en la matière et une formation sur le module a été donnée au personnel du projet.

En plus des deux zones de Say Kollo et Zinder dans lesquelles les producteurs s'adonnent à la production des semences, la formation sur la gestion des banques de semences concerne également la zone de Téra

Tillabéry qui a bénéficié de la création de 3 banques de semences en 2005. Dans les 3 zones concernées, les responsables des banques de semence ont reçu une formation en 2008. Ainsi, trois sessions ont été dispensées directement par les animateurs formateurs des zones. Au total, 62 responsables d'OP, dont 9 femmes, membres de 23 banques de semences sur 23 prévues ont pris part à la formation.

b) Suivre la situation alimentaire et améliorer l'approvisionnement en année de crise

- **Suivre et analyser la situation alimentaire dans les zones d'intervention du projet**

Un dispositif spécifique de veille a été mis en place dans les zones cibles. Il est animé par un comité régional composé des autorités régionales, des directions départementales et régionales de l'agriculture, des fédérations régionales des OP, d'Afrique Verte et de son partenaire local AcSSA. La mission du comité consiste principalement en fin de campagne, à analyser les résultats agricoles pour cibler les zones vulnérables dans les départements concernés et décider de la mobilisation (ou pas) du fonds d'appui à l'approvisionnement des OP. En cours d'année, le comité suit l'évolution du prix et de la disponibilité des céréales dans les localités concernées. Ces informations lui permettent de déterminer les modalités de cession aux OP des céréales achetées sur le fonds d'appui à l'approvisionnement : fixation du prix de vente, répartition des stocks entre les départements et entre les OP à l'intérieur d'un même département.

Depuis 2007, ce dispositif de veille fonctionne dans quatre zones : Agadez, Zinder, Say Kollo et Téra Tillabéry. En novembre 2008, chaque comité régional a tenu une réunion pour évaluer la campagne agricole et la situation alimentaire.

A Tillabéry, malgré l'excédent à l'échelle de la région, la situation alimentaire reste précaire. A l'unanimité, les membres du comité ont décidé le recyclage du fonds d'appui à l'approvisionnement des OP : 16.320.000 F CFA ont été répartis entre les 4 départements selon le nombre d'OP et les résultats de la campagne. Téra : 7.000.000 FCFA, Tillabéry : 5.700.000 FCFA, Say : 2.120.000 FCFA, Kollo : 1.500.000 FCFA.

A Agadez, le comité a décidé de réinvestir les 6.750.000 F CFA constituant le montant du fonds, dans l'achat des céréales en faveur de 11 OP de Tchirozérine.

A Zinder, la situation alimentaire reste précaire au vu du niveau élevé des prix des céréales, ce qui limite leur accessibilité. La fédération régionale des OP a recommandé la mobilisation de la réserve des 16.000 euros (soit 10.495.000 F CFA) destinés à la région pour l'achat des céréales en faveur des OP.

Il faut noter que, dans toutes les zones, le seuil d'alerte des 15.000 FCFA le sac de 100 kg de mil est largement dépassé.

- **Appuyer les unions dans la mise en place et la gestion de stocks de régulation**

Il faut rappeler qu'en mai 2007, 177 tonnes de mil ont été achetées et livrées dans les zones d'Agadez (Tchirozérine) et de Téra Tillabéry. Ces stocks ont été vendus sous la supervision des comités régionaux. Les recettes engrangées et sécurisées dans les comptes des fédérations régionales ont été réinvesties en fin de campagne 2007 dans l'achat de 156 tonnes de mil au bénéfice de 37 OP des zones d'Agadez (Tchirozérine), de Téra Tillabéry et de Say Kollo.

En 2008, les comités ont entrepris différentes actions entrant dans le cadre de la gestion de ces stocks : vérification de la mise en place et de l'état des stocks et réunion de fixation des prix de vente :

- A Agadez, le 10 juin, le comité a fixé le prix du sac de mil de 100 kg à 13.500 FCFA. Au même moment, il oscillait entre 19.000 FCFA et 20.000 FCFA sur le marché local.

- A Tillabéry, le 13 juin, le comité régional a fixé à 15.000 F CFA le prix du sac de 100 kg qui était à 22.000 F CFA sur les marchés de la région à la même période.

Après la fixation des prix et le lancement des opérations de vente, des missions de supervision ont été conduites par les membres des comités en juillet 2008, auprès de toutes les OP bénéficiaires pour suivre le bon déroulement des opérations de cession et le respect des conditions de vente fixées par les comités.

Comme programmé, les recettes de la vente des céréales ont été sécurisées dans les comptes bancaires des fédérations TELWA à Agadez et TAASU BANCI à Tillabéry.

Agadez : Montant des ventes : 6.750.000 F CFA

Tillabéry : Montant des ventes : 16.320.000 F CFA

- **Reconstitution des stocks à l'issue de la campagne 2008- 2009**

Le choix des OP bénéficiaires et la détermination des quantités pour chacune d'elles ont été faits par le comité, sur la base des résultats de la campagne et de la situation alimentaire dans la zone.

En région de Tillabéry, le stock initial était de 127 tonnes en mai 2007. Après la première reconstitution (fin 2007), les OP ont pu racheter 109,3 tonnes, soit une diminution de 17,7 tonnes due à la subvention de prix (coût d'achat initial = 16.100 FCFA et prix de vente à la soudure 2007 = 13.000 FCFA / 100 kg).

A la fin de la deuxième reconstitution (décembre 2008), le niveau du stock est 89,7 tonnes. Entre les deux rotations, on constate une diminution de 19,6 tonnes alors que les recettes sont restées plus ou moins constantes : 16.090.000 F CFA en 2007 et 16.320.000 F CFA en 2008.

La diminution de la quantité du stock est due exclusivement à la hausse des prix. De 15.037 FCFA fin 2007, le prix moyen du sac de mil de 100 kg rendu au magasin de l'OP a atteint 18.740 FCFA fin 2008. Il faut noter qu'au cours des deux campagnes, les prix réels sont loin de la prévision initiale de 13.000 FCFA, qui hors période de crise générale, aurait suffit pour reconstituer un sac de 100 kg de mil après récoltes.

A Agadez, la reconstitution du stock est en cours, pour un montant disponible de 6.750.000 F CFA. Fin 2007, le stock de 50 tonnes avait été entièrement reconstitué au prix 13.500 FCFA/sac. Fin 2008, un contrat a été signé avec un fournisseur pour la livraison de 36 tonnes au prix 18.750 F CFA le sac de 100 kg de mil rendu au magasin de l'union Tamelit de Tchirozérine.

- **Difficultés rencontrées dans la gestion du stock de régulation**

En dépit de l'importance relative du fonds (60.000 euros), les stocks mobilisés sont faibles par rapport aux besoins des OP d'où des difficultés de choix des bénéficiaires. Le renchérissement du prix des céréales dans un contexte mondial défavorable entraîne une diminution progressive du stock.

L'inaccessibilité de certains villages dans la région d'Agadez suite à l'insécurité n'a pas facilité le suivi effectif de l'opération dans cette zone.

Le faible pouvoir d'achat des membres des OP, surtout dans la région d'Agadez, a entraîné une cession à crédit et un retard dans le recouvrement.

- **Leçons tirées**

D'une manière générale, cette opération est très appréciée par toutes les parties prenantes, tant par rapport à sa pertinence que dans son déroulement. On note un engagement et une bonne collaboration des partenaires (bénéficiaires, services techniques et autorités administratives et coutumières), en témoigne le nombre de réunions et de missions conjointes effectuées par an.

Au-delà des économies monétaires induites par la cession à un prix étudié, la disponibilité des céréales à proximité des producteurs leur évite de parcourir de longues distances à la recherche du grain et leur permet de s'adonner convenablement aux travaux champêtres.

La participation active des fédérations régionales au sein des comités constitue pour elles une riche expérience dans la gestion de ce type de fonds et rassure quant à la poursuite des opérations, même après le projet.

Conclusion sur les actions au Niger

L'exécution du projet au cours de l'année 2008 a été réalisée dans un contexte assez défavorable, étant donné la hausse des prix des céréales au Niger. Les actions de préventions des crises du programme CE sont donc bienvenues. Faciliter l'approvisionnement des OP en céréales : cette action vise à créer une synergie entre urgence et développement, elle a été cogérée avec des comités régionaux mis en place à cet effet. La création et le fonctionnement de ces comités dans lesquels siègent les autorités locales, les services techniques, les fédérations d'OP, constituent un bon exemple de partenariat pour gérer ce type d'opération.

Le volet « Appui à la professionnalisation des OP » qui constitue l'épine dorsale du programme de travail de l'équipe du projet s'est élargi aux aspects de production et de transformation. Le volet appui aux UT, dans sa deuxième année, rencontre un vif succès.

7. Informations, communication et campagne

1. Les outils d'éducation au développement

1.1 Locations et ventes des outils pédagogiques

Les locations d'outils pédagogiques ont connu une hausse sensible par rapport aux années précédentes. Si le nombre de location payante est légèrement supérieur (20 sorties en 2008 contre 15 en 2007, hors animations au sein des comités locaux) ce sont les durées de location qui ont beaucoup augmenté : ainsi, nos outils ont été présenté au public pendant 52 semaines sur tout le territoire français pour un bénéfice brut de 1.725 € (revenus des location, hors frais postaux). D'autre part, les ventes (vidéos, affiches A3…) se sont élevées à 600 € en 2008. La vidéo « Kipsi, l'enfant du Mali » ainsi que les vidéos sur « les petits métiers du Sahel » ont toujours un certain succès.

Au total, les bénéfices des ventes et locations d'outils EAD s'élève donc à 2.325 € pour l'année 2008. En comptabilité (frais postaux inclus), en 2007, les locations et ventes s'élevaient à 1.790 € et sont passées à 2.913 € en 2008 soit une progression de 62%.

Ainsi en 2008, les outils pédagogiques les plus demandés restent :
- La série sur les *petits métiers du Sahel* (kits pédagogiques jouets, pagnes et bronze) qui intéresse toujours beaucoup le jeune public
- L'exposition *Bretagne / Niger*
- L'exposition *Femmes du Sahel*

Par ailleurs les prêts à titre gracieux aux associations membres et partenaires ou via nos comités locaux ont connu eux aussi une forte augmentation, notamment suite à notre souhait de largement diffuser notre nouvelle exposition sur *les transformatrices de céréales*.

1.2. Edition ou mise à jour d'outils

- **Exposition *les transformatrices de céréales***

Cette exposition a été éditée grâce au soutien du Conseil régional du Rhône Alpes pour la « *Promotion du commerce équitable des produits céréaliers transformés par les femmes des Hauts-Bassins (Burkina Faso) en Rhône-Alpes* ». Elle a été imprimée en 3 exemplaires (12 panneaux souples plastifiés) et largement diffusée. Un exemplaire est resté dans la région Rhone Alpes, un autre a été donnée au comité local de Bretagne pour les animations et le dernier est à Paris pour utilisation nationale et location.

En 2008, elle a été diffusée une vingtaine de fois, souvent gratuitement, sur toute la France, aussi bien par nos comités locaux que par les associations membres (CCFD, Terre des Hommes, Frères des Hommes) ou des collectivités (Mairie de Saint Lunaire, Mairie de Pabu, Communauté de communes de Montaigne en Montravel…) ou encore des universités (IUT de Rambouillet).

Fin 2008, cette exposition a été complétée par les vidéos documentaire et plaidoyer « *Les Sahéliennes peuvent nourrir le Sahel* ». Des fiches pédagogiques sont prévues pour début 2009.

- **Transfert des cassettes VHS en DVD**

En 2008, un partenariat a été contracté avec Terre TV, « *première web tv sur l'environnement et le développement durable* ». En l'échange de la diffusion gratuite de nos vidéo sur le site www.terre.tv, cette structure a converti gratuitement les VHS en plusieurs formats numériques (DVD haute définition, versions moyennes et basses résolutions pour diffusion sur Internet…), plus adaptés aux évolutions technologiques et matériels multimédia de nos clients. La duplication des DVD a été réalisée grâce aux bénéfices des locations ventes d'outils qui servent aussi à mettre à jour certaines expositions ou kits vieillissants et à réimprimer des livrets.

2. Actions des comités locaux

2.1. Afrique Verte Bretagne

Suite à son embauche (début 2008) au poste de Responsable communication et partenariats, Nicolas Lebeurier a participé à une réunion du comité Afrique Verte Bretagne organisée à Plestan (22), le 5 février.

- **Assises régionales**

Afrique Verte a été sollicitée par le comité technique de la Région Bretagne chargé de la préparation des Assises 2009 de la solidarité internationale. Afrique Verte Bretagne, par l'intermédiaire de son coordinateur Yves Saintilan, a accepté de faire partie du comité de pilotage de ces assises.

Au cours de la 2ème réunion du comité de pilotage des Assises de la solidarité internationale 2009, à l'initiative de l'ABCIS (Acteurs Bretons de la Coopération Internationale et de la Solidarité), Nicolas et Yves ont présenté le film « *les Sahéliennes peuvent nourrir le Sahel* » et ont participé aux débats qui s'en sont suivis, le 12 novembre, au Conseil régional de Rennes.

Parallèlement, Yves participe aussi au projet de recherche-action « Bretagne - Promotion des agricultures vivrières en Afrique de l'Ouest » (BPAVA), composante « projet de développement en Afrique de l'Ouest » des assises régionales.
Dans ce cadre, Nicolas s'est rendu à la réunion préliminaire du BPAVA le 11 décembre 2008 au Conseil régional à Rennes afin de présenter les actions d'Afrique Verte au Sahel et de diffuser le film « Les Sahéliennes peuvent nourrir le Sahel ».

Les Assises se dérouleront en octobre 2009 à Brest, Caroline Bah et Philippe Ki sont invités à intervenir.

- **Manifestations / événements**

- Loïc Frémont, trésorier d'AV Bretagne réélu au Conseil municipal de Pabu, a organisé deux semaines d'exposition (en mai), présentant la problématique de la transformation des céréales à la mairie de sa commune. Trois articles consultables sur notre site Internet sont parus dans la presse régionale.
- Yves Saintilan a été élu vice président de la Coordination des Associations de Solidarité Internationales (CASI) Bretagne et à ce titre participe au groupe de travail sur la réorganisation des ASI bretonnes, échéance fin 2009.
- Yves Saintilan est aussi intervenu lors d'une manifestation initiée par les associations de solidarité Bretagne-Niger sur le thème « formation et développement : travailler ici et là-bas » à Saint Martin des Champs (près de Morlaix). Suite à cette manifestation grand public (avec stand) il a participé à la « Quatrième journée de Rencontres du Collectif Bretagne-Niger », le 11 octobre 2008.
- Clément Sommier a participé au salon du commerce équitable de Lyon en novembre. Il a pu discuter avec le groupe Rhône-Alpes. Les échanges d'expériences sur le commerce équitable entre les deux comités ont été enrichissants. Philippe était présent.

- **Makida Palabre, du Niger au Mali**

Le partenariat avec l'association Amétis (Makida Palabre, Boubacar Souleymane duo…) est sorti des frontières bretonnes. Grâce aux dons reçus par l'intermédiaire de Veosearch, Afrique Verte soutient les musiciens qui nous ont prêté plusieurs fois leurs musiques pour illustrer nos vidéos.

Ainsi, du 19 décembre 2008 au 10 janvier 2009, la tournée Issa Tchésso « le long du fleuve Niger » a proposé 9 concerts de la maison des arts de Gao au centre culturel frano-nigérien de Niamey en passant par Gotheye, Ayorou, Ansango…

En complément de cette tournée, une série de concerts portée par Mamar Kassey a été organisée dans plusieurs capitales d'Afrique de l'Ouest (Bamako, Lomé, Praia) et villes nigériennes (Maradi, Zinder, Téra…). Les membres et salariés d'Afrique Verte, d'AcSSA, d'APROSSA et d'AMASSA regroupés à Bamako début décembre 2008 pour la réunion de constitution d'Afrique Verte International ont eu la bonne surprise de pouvoir assister à la représentation de Bamako.

Lors de chaque manifestation, Pierre Yves Prothais, musicien breton, prend quelques minutes pour citer Afrique Verte et le partenariat qui lie les deux associations.

2.2. Afrique Verte Nord Pas de Calais

- Francine et Albert Wallaert étaient présents à Dakar lors de la FIARA (Foire Internationale de l'Agriculture). Ils ont rencontré Koman Barry, chef de zone Afrique Verte au Mali, et les associations de transformatrices de Kayes et Bamako. Ils ont pu apprécier le chemin parcouru notamment sur la qualité et la diversité des céréales transformées disponibles à la vente.
- Albert Wallaert participe au groupe de pilotage du colloque « La coopération dans les domaines de l'agriculture et du développement rural ». La 4ème réunion du 27 mai a donné lieu à des ateliers et tables rondes sur les questions de gestion des ressources, de formation agricole et d'interdépendances entre agriculture et développement durables. Suite à cette série de réunions, le comité local d'Afrique Verte a participé au Colloque régional « La coopération dans les domaines de l'agriculture et du développement rural », organisé par *Lianes Coopération* le vendredi 24 octobre 2008 à Arras. Nicolas est intervenu lors de la table ronde « la dimension régionale de l'agriculture » en lien avec les activités de transformation, de stockage et de commercialisation d'Afrique Verte au Sahel.
- Albert Wallaert et Amat Faye ont animé une soirée Sahel, le 18 novembre, au Centre social Jacques Brel à Outreau. Après la projection du film « Femmes du Sahel » un débat a été ouvert sur les

problèmes d'autosuffisance alimentaire au Mali. La présentation des enjeux de la transformation de céréales locales au Sahel a permis d'informer le public sur les activités d'Afrique Verte.

- Nicolas Lebeurier a participé au colloque régional « *Pourquoi et comment appuyer la coopération pour l'agriculture et le développement rural dans les pays du Sud* » le 24 octobre 2008 au siège du Conseil général du Pas-de-Calais à Arras. Il est intervenu lors de l'atelier « *Encourager le développement économique de la filière agricole. Les activités de transformation, stockage, commercialisation* » pour présenter les enjeux de la transformation des céréales locales au Sahel et le soutien d'Afrique Verte aux groupements féminins. Albert et Francine Wallaert mais aussi les représentants de Misola étaient présents à cette conférence.

2.3. Afrique Verte Rhône Alpes

Suite au départ de Kalil Kouyaté, coordinateur du comité local Afrique Verte Rhone Alpes, pour une mission de longue durée au Bénin, Tatiana Kaboré a repris la coordination avec quelques jeunes bénévoles. Malgré les difficultés inhérentes à son emploi du temps chargé, la programmation et le suivi des actions ont été réalisés, ainsi que l'accueil des différents membres d'Afrique Verte en mission à Lyon.

En 2007/2008, le comité a obtenu une subvention du Conseil régional du Rhône Alpes pour la « Promotion du commerce équitable des produits céréaliers transformés par les femmes des Hauts-Bassins (Burkina Faso) en Rhône-Alpes ». Les actions suivantes ont été menées dans la région autour de 3 objectifs :

Objectif 1 : Participer à la sensibilisation des populations de la région Rhône-Alpes sur la consommation responsable et le commerce équitable. Ont été organisés :
- 6 conférences et exposés sur la sécurité alimentaire en Afrique,
- 2 animations artistiques et musicales sur le thème de la sécurité alimentaire,
- 1 animation « contes africains »,
- 4 actions de sensibilisation sur la consommation responsable (conférences débat),
- La création et diffusion de l'exposition « les transformatrices de céréales »,

Objectif 2 : Favoriser des partenariats techniques entre les agents économiques de la région Rhône-Alpes et les unités de transformation féminines du Burkina Faso en général et de la région des Hauts-Bassins en particulier. Des recherches et mises en relation ont été effectuées pour :
- développer la recherche de formules de céréales transformées adaptées à la demande française,
- assurer la conformité des produits agroalimentaires avec les normes européennes,
- concevoir des packagings adaptés et attractifs (graphisme et types d'emballage), avec des étudiants à Lyon
- mener des démarches auprès d'organismes certificateurs en vue de la labellisation des produits burkinabé.

Objectif 3 : Participer à la promotion des produits du Burkina Faso auprès du public et des acteurs du commerce équitable en région Rhône-Alpes. Ont été organisés dans la région :
- 4 dégustations de céréales transformées dans le cadre des conférences (objectif 1),
- 2 visites de l'animatrice de Bobo : exposition vente des produits céréaliers transformés du Burkina lors de la SSI 2007 et de la participation à un salon formation en février 2008, organisé par le Conseil régional.

Il est à noter que ce projet a permis la mise en relation de groupements féminins des Hauts Bassins appuyés par APROSSA avec Artisans du Monde Lyon, les associations ARDEAR et Fermes du Monde. Des études sur les potentialités de la filière « fonio équitable » sont en cours et des membres d'APROSSA seront invités à participer au festival *Lafi Bala* de Chambéry (25-28 juin 2009).

Nicolas Lebeurier a participé à la conférence sur « Les migrants de Rhône-Alpes et le co-développement » organisée par Espace Afrique et Afrique Verte Rhône Alpes à l'occasion de la quinzaine du commerce équitable, le 26 avril au restaurant Le Conakry. Interventions de Daniel Koutia, président du Cosim Rhône-Alpes et Scholastique Loisel, présidente de l'association Pont France-Afrique.

Nicolas a également participé à la rencontre sur « *L'impact du commerce équitable sur la sécurité alimentaire* » organisée par organisée par Afrique Verte Rhône Alpes à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation, le 18 Octobre 2008 au restaurant Le Conakry. Intervention d'Artisans du Monde.

3. Communications Afrique Verte Montreuil

3.1. Conférences

- **Bayonne / San Sébastien**
  Conférence « *du glocal dans nos assiettes* », organisée par l'ACTI (association Coopération Transfrontalière et interrégionale) des étudiants du Master 2 de la Faculté pluridisciplinaire de Bayonne.

Nicolas Lebeurier, Responsable communication et partenariats d'Afrique Verte, est intervenu le samedi 12 avril à la Fondation Sukal Leku, à San Sebastian (Espagne) lors d'une journée sur « *l'alimentation et ses enjeux au niveau mondial* ». Une présentation des activités d'Afrique Verte au Sahel a été réalisée lors de la table ronde : « *s'alimenter dans le monde, le clivage nord-sud* » au milieu de nombreux intervenants français et espagnols (anthropologues, historiens, économistes, responsables d'ONG…).

- **Chalon-sur-Saône**
  Conférence « *l'agriculture, ici et là-bas* » organisée par le collectif Active (Artisans du Monde, ATTAC, CCFD, Confédération paysanne, MRJC 71, Peuples solidaires). Nicolas est intervenu avec la représentante locale de la Confédération paysanne dans le cadre de la campagne « *Soignons la PAC* », le 6 septembre 2008 à la Salle du Clos Bourguignon à Chalon-sur-Saône. Cette conférence a permis à un large public de comprendre les enjeux de l'agriculture en mettant en regard les implications et conséquences de la PAC, aussi bien en France qu'au Sahel.

- **Tours**
  8èmes Rencontres régionales de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale organisées par le Conseil régional du Centre, le 15 novembre 2008 à l'espace Vinci de Tours : « *Les nouveaux enjeux de la coopération internationale dans l'économie mondiale* ». Badjougé Dembélé, salarié d'Afrique Verte au Mali, chargé du suivi du programme Sécurité alimentaire dans les zones de Mopti, Gao, Tombouctou, est intervenu pour présenter les actions au Mali, lors de la table ronde : « *L'agriculture au service du développement : La place de la formation professionnelle et de l'apprentissage* ». Nicolas et Jean Jacques Courtant, Président d'Afrique Verte, étaient invités à représenter Afrique Verte lors du forum des ONG de solidarité internationale (tenue d'un stand).

3.2. Le site Internet www.afriqueverte.org

3.2.1. Bulletins, fiches documentaires et communiqués

Afrique Verte diffuse ses bulletins par le biais de son site Internet :
- Le mensuel technique « *Point sur la situation alimentaire* »
- La revue de presse mensuelle « *Sécurité alimentaire en ligne* »
- Le trimestriel « *Afrique Verte Actualités* »
- Les bulletins Sahéliens :
  - « APROSSA Infos »,
  - « *Le Paysan* » d'AcSSA et
  - « *Le paysan du Sahel* », trimestriel d'AMASSA.

3.2.2. Onglet *Afrique Verte International dans les médias*

N'ayant pas de partenariat spécifique aux actions de communication, les relations de presse sont une manière relativement efficace et peu coûteuse d'augmenter la notoriété d'Afrique Verte en France (national et régional) comme au Sahel. Cet onglet a été créé pour regrouper les différents articles de presse, émissions et reportages de TV et radios obtenus et d'informer sur nos actions.

Les liens ne restent en ligne que quelques mois afin de ne garder que des articles de moins d'un an.

3.2.3. Sites Internet hébergeant des vidéos Afrique Verte

Pour ne pas surcharger notre site Internet et ne pas ralentir la navigation sur celui-ci, il a été décidé de ne mettre ni animations, ni vidéos directement sur les pages du site. Aussi, afin de promouvoir nos différentes vidéos, nous avons choisi de les faire héberger par des partenaires web spécialisés en la matière :

- **Terre TV**
  Un partenariat a été signé avec Terre TV : 5 vidéos sont en ligne. Pour retrouver ces vidéos, aller sur www.terre.tv, taper Afrique Verte dans la case rechercher en haut à droite de la page d'accueil puis descendre dans le menu déroulant : 5 minutes pour comprendre Afrique Verte, Les artisans du bronze, Les pagnes du Sahel, Germain : entre boîtes et fils de fer, Femmes du Sahel, Les Sahéliennes peuvent nourrir le Sahel (documentaire 20 minutes) est consultable sur : http://www.terre.tv/#/fr/entreprise-citoyenne/documentaire/1736_les-saheliennes-peuvent-nourrir-le-sahel

- **Dailymotion**

Dailymotion est un site gratuit permettant de créer l'équivalent d'un blog et de diffuser des vidéos (maximum 10). 2 pages ont ainsi été créées pour présenter les vidéos, reportages, publicités, interviews :

- Une page générale contenant principalement des documents sur le Burkina : http://www.dailymotion.com/afrique_verte

- Une page AcSSA proposant 6 interviews de transformatrices effectués à Niamey en Septembre 2008 : http://www.dailymotion.com/ACSSA
- A terme, une page sera crée pour chacune des ONG constituant AVI

- **Veosearch**

Afrique Verte est partenaire du moteur de recherche Veosearch depuis fin 2007. Une courte vidéo (tirée de « Femmes du Sahel ») présente un volet de l'action de l'association. Elle a été visionnée plus de 5.000 fois.

3.2.4. Analyse de la fréquentation du site www.afriqueverte.org

Période	Visiteurs différents (moyenne mensuelle)	Visites totales (moyenne mensuelle)	Pages visitées (moyenne mensuelle)
Année 2007	2.141	3.604	11.770
Année 2008 Janvier à mai Juin à décembre	 3.200 7.582	 5.570 14.578	 13.645 25.117

A partir du mois de juin 2008 où de nombreuses informations ont été mises en ligne, notamment l'onglet « Campagne pour les transformatrices », nous avons pu observer une très forte augmentation de la fréquentation du site. Cette date correspond également au Sommet mondial de l'alimentation (Rome FAO), qui a été largement médiatisé.

De janvier à mai 2008, le site recevait en moyenne 3.200 visiteurs différents par mois. Sur le deuxième semestre 2008, la moyenne est passée à 7.580 visiteurs différents par mois, avec un pic à 8.500 en novembre. Pour rappel, la moyenne de fréquentation en 2007 était de 2.140 visiteurs différents par mois.

4. La campagne en faveur des transformatrices

Suite à l'approbation, par le Ministère des Affaires Etrangères, du plan triennal 2007-2009 « Appui institutionnel à Afrique Verte International pour la mise en œuvre d'un programme de valorisation de la filière céréales au Sahel », nous avons pu débuter la campagne pour promouvoir la valorisation des céréales locales. Il s'agit plus particulièrement de soutenir les groupements féminins transformant les céréales locales pour les marchés sahéliens.

4.1. La création des outils

4.1.1. Conception de deux films sur la transformation de céréales

Deux vidéos Afrique Verte ont été réalisées en novembre 2008 sur cofinancement MAE et Terre des Hommes France :

- *Les Sahéliennes peuvent nourrir le Sahel*, film documentaire, 20 minutes : cette vidéo grand public démontre que les groupements féminins spécialisés dans la transformation de céréales brutes en aliments prêts à l'emploi peuvent répondre à l'évolution des sociétés sahéliennes en proposant des produits alimentaires adaptés aux besoins des consommateurs, notamment urbains qui, par manque d'offre locale, achètent des produits importés devenus très onéreux. Présentation du contexte, interviews de transformatrices et de salariés d'AMASSA Afrique Verte Mali, images de zones rurales et urbaines, problématique et appel aux soutiens…, ce film est adapté à des publics variés, sensibilisés ou non aux questions de solidarité internationale.
- *Les Sahéliennes peuvent nourrir le Sahel*, version plaidoyer, 12 minutes : ce film interpelle les décideurs et bailleurs internationaux. Il a été conçu en regard du sommet de la FAO organisé à Rome en juin 2008, où les Chefs d'Etats et représentants de 180 pays se sont engagés d'une seule voix à « *diminuer la faim et à assurer des aliments pour tous, aujourd'hui et demain* ».
  Dans cette réalisation, Afrique Verte constate un décalage entre ces intentions et les réalités locales. Ce film montre aussi que des solutions existent pour atteindre la sécurité et la souveraineté alimentaires au Sahel. En fin de document, Afrique Verte interpelle les décideurs politiques et bailleurs internationaux avec une série de revendications sur les différents points de blocage qui constituent un frein au développement de ce secteur d'activité et qui doivent être résolus pour améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaires au Sahel.

Réalisés par Julie Roullier assistée de Valérie Servant, ces films ont été tournés et montés en quasi-totalité au Mali en septembre et octobre 2008 avec l'appui des salariés d'AMASSA Afrique Verte Mali.

4.1.2. La campagne de soutien aux transformatrices de céréales sur le site de l'association

En 2008, la campagne de soutien aux transformatrices de céréales a été lancée. Afin de mettre en avant cette initiative et de communiquer sur ce thème, un onglet a été créé en page d'accueil du site Internet. Il contient les informations nécessaires pour comprendre les enjeux, ainsi que tous documents et supports (presse, vidéo, radio, documents techniques…) conçus ou rassemblés depuis 2008 à ce sujet :

- Femmes du Niger : 6 interviews de transformatrices de céréales, réalisés à la suite d'une formation dispensée par Afrique Verte à Niamey en octobre 2008
- Les 2 nouveaux films « Les Sahéliennes peuvent nourrir le Sahel »
- La fiche documentaire « 2008, crise alimentaire ou effondrement du pouvoir d'achat ? », suite à la crise de 2008 sur les produits de première nécessité, Afrique Verte a souhaité regrouper dans une fiche documentaire le contexte, les causes diverses et conséquences régionales et ainsi exprimer clairement son positionnement sur le sujet.
- Le lien vers le sujet de France 3 sur la démarche d'Afrique Verte, reportage de 3 minutes tourné au Mali en mai 2008 et diffusé lors des journaux télévisés 12/13 et Soir 3, le 3 juin à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation de la FAO à Rome, du 3 au 5 juin 2008.
- Le lien vers un reportage TV sur la farine infantile de notre partenaire Misola au Mali. Ce reportage de 8 minutes diffusé sur Euronews présente la démarche de notre partenaire.
- Les bulletins trimestriels « APROSSA info » consacrés à la transformation de céréales,
- 2 publicités de promotion des céréales transformées au Burkina Faso : 2 spots publicitaires produits par APROSSA Afrique Verte Burkina et diffusés sur la chaîne nationale RTB en 2008.
- Un reportage sur la conférence de presse, le 11 juillet 2008 à Ouagadougou, organisée par APROSSA pour informer les médias nationaux de l'importance des produits céréaliers locaux pour atteindre la sécurité et la souveraineté alimentaires au Burkina.
- Une présentation de notre nouvelle exposition « Les transformatrices des céréales »,
- Une présentation du documentaire « Femmes du Sahel », (Afrique Verte, 2004) : documentaire scénarisé qui montrait les démarches entreprises par les femmes rurales au Burkina Faso malgré les réticences de leurs maris.

4.2. La campagne en 2008

La campagne vise à sensibiliser, avec les outils conçus, les publics cibles sur la nécessité de soutenir la transformation des produits céréaliers sahéliens pour nourrir les villes et contribuer ainsi à la sécurité et souveraineté alimentaires et à la réduction de la pauvreté. L'objectif est de développer les soutiens des décideurs envers les micro entreprises de transformation agroalimentaire au Sud.

Les outils ont été mis sur le site Internet au fur et à mesure de leur conception, à partir de juin 2008.

Les films « Les sahéliennes peuvent nourrir le Sahel » sont les outils phare de cette campagne. Ils ont été disponibles en novembre et ont été diffusés très rapidement. La version grand public a été utilisée dans des animations, dès novembre, notamment par Terre des Hommes.

La version plaidoyer a été diffusée en avant première à la 24ème réunion annuelle du RPCA (Réseau Prévention des Crises alimentaires) du 25 au 28 novembre 2008, à Dakar (Sénégal). Le thème de cette rencontre était « Rôle et importance du marché dans la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest ». Cette réunion a rassemblé environ 80 représentants (politiques, techniciens, élus, société civile, organismes internationaux et ONG), invités par l'OCDE, Club du Sahel, CILSS. La réunion a été ouverte par le Premier Ministre du Sénégal.

Afrique Verte a présenté 2 interventions :

- Les bourses aux céréales, présentation Caroline Bah, au cours de la session « Opportunités et stratégies pour une dynamisation du marché régional »
- Le film « Les sahéliennes peuvent nourrir le Sahel », présentation Mohamed Haidara, au cours de la session « Valorisation des produits alimentaires et renforcement de la Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest ? »

Les interventions d'Afrique Verte ont été remarquées, puisque les idées défendues par l'association ont été reprises dans les recommandations du communiqué final :

… Les interpellations ont également porté sur la nécessité de respecter la libre circulation des produits au Sahel et en Afrique de l'Ouest. La problématique de la transformation et de la consommation des produits

locaux ainsi que la gestion décentralisée des stocks de produits alimentaires ont été particulièrement soulignées.

Compte tenu de tout ce qui précède, il est recommandé :

Aux Etats :

- *d'appuyer la commercialisation des produits par l'octroi des facilités de crédits et d'initier des mesures de gestion des excédents ;*
- *de promouvoir les achats directs aux producteurs pour la reconstitution des stocks (communautaires, institutionnels et privés), les opérations de vente à prix modérés et les distributions gratuites ;*
- *d'améliorer les capacités de stockage des Offices et d'encourager les bourses céréalières dans la sous région ;*
- *de promouvoir et mettre en oeuvre des politiques de transformation agro-alimentaire en tant que moteur tirant la production agricole locale, créant des emplois locaux et dynamisant le marché régional de produits agro-alimentaires.*

Aux Organismes de Coopération et aux Etats :

- *d'encourager la structuration des organisations des producteurs agricoles pour qu'elles soient plus efficaces dans la commercialisation des produits agricoles;*
- *de renforcer les capacités d'analyse des dispositifs nationaux et régionaux de prévention des crises alimentaire.*

Au CILSS et CSAO :

- *d'étudier la pertinence et la faisabilité d'un stock financier régional de sécurité alimentaire ;*
- *de réaliser des études d'impacts des mesures de relance de la production agricole prises par les Etats ;*
- *d'appuyer les dispositifs d'information pour améliorer la qualité des données.*
- *de fédérer davantage les approches et les moyens dans les domaines des analyses de vulnérabilité et des programmes de lutte contre la malnutrition dans la région. Au niveau régional, toutes initiatives relatives à l'analyse de la sécurité alimentaire, à la vulnérabilité et au renforcement des systèmes d'information doivent explicitement se référer au comité technique de coordination sur le cadre harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risques et groupes vulnérables.*

5. Conclusions et perspectives

L'année 2008 a été riche en événements et productions d'outils de communication et d'éducation au développement. Le démarrage de la campagne de soutien aux transformatrices de céréales nous permet d'élargir notre positionnement habituel (rôle, statut, travail des femmes en Afrique, souveraineté alimentaire, commerce équitable…).

Ainsi nous avons été invités à participer à des conférences, tables rondes et autres colloques mettant en avant le rôle de la femme au Sud et avons de prix nombreux contacts qui devraient se concrétiser en 2009 pour développer notre présence sur le territoire national.

8. Constitution d'Afrique Verte International, la rencontre de Bamako

En décembre 2008, les 4 associations se sont retrouvées à Bamako, pour constituer Afrique Verte International : extrait du bulletin Afrique Verte actualités de décembre 2008 :

« AcSSA au Niger, AMASSA au Mali, APROSSA au Burkina et Afrique Verte ont décidé, pour mettre en commun leurs compétences et donner une valeur ajoutée à l'ensemble de leurs actions, de se constituer en réseau et ont créé l'association Afrique Verte International.
Cette décision résulte d'un long cheminement entamé depuis 2003 par Afrique Verte qui a lancé le processus d'autonomisation de ses trois antennes sahéliennes. Cette phase a été marquée par la responsabilisation des équipes nationales dans la définition et la mise en oeuvre des interventions sur le terrain et accompagnée par une mobilisation de responsables de la société civile ou de professionnels des questions alimentaires et des filières céréalières. Ainsi, en juillet 2005, trois associations nationales ont été crées : AMASSA AV Mali, APROSSA AV Burkina, ACSSA AV Niger.
A partir de décembre 2006, les rencontres annuelles inter-associations (Ouagadougou, Niamey puis Bamako) ont permis d'organiser le transfert de responsabilités, d'apprécier les résultats atteints et de formaliser un programme de travail partagé pour aboutir à la construction d'un édifice commun.
Cette démarche consensuelle, fondée sur une approche pragmatique et réaliste, a sans doute été longue. Mais elle est le fruit d'une volonté affirmée de construire une nouvelle architecture fondée sur des relations plus équitables et durables afin d'élargir les capacités d'intervention de chacune des composantes et de préserver les acquis communs.
Afrique Verte est née à la fin des années 1980 à partir d'une mobilisation citoyenne sur les conditions de distribution de l'aide alimentaire aux populations du Sahel confrontées à de graves pénuries alimentaires dues à la sécheresse. Cette constitution reposait sur l'idée qu'il fallait pour limiter les distributions d'aliments importés rechercher des solutions pour favoriser des échanges céréaliers dans la région.
Vingt années se sont écoulées et l'histoire se reproduit. Afrique Verte International est créée alors que le monde traverse une crise alimentaire majeure avec près d'un milliard d'habitants souffrant de la faim ou en état d'insécurité alimentaire.
Paradoxalement, cette année au Sahel les récoltes s'annoncent excellentes et devraient permettre de dégager des excédents céréaliers substantiels dont le bon usage permettrait de réduire le coût des importations alimentaires. Ce contexte justifie la thèse défendue depuis des années par notre groupe qui affirme que la production céréalière nationale peut satisfaire la demande intérieure et que les enjeux actuels sont de nourrir les villes en favorisant l'émergence d'entreprises agroalimentaires pour adapter l'offre de produits transformés à la demande des consommateurs.
Jean Jacques Courtant, Président d'AVI

Le bureau élu d'Afrique Verte International est composé de :

- Jean Jacques Courtant, président d'AVI, président d'AV,
- Christine Kaboré, vice présidente d'AVI, présidente d'APROSSA,
- Sani Laouali Addoh, trésorier d'AVI, président d'AcSSA,
- Mamadou Goïta, secrétaire d'AVI, président d'AMASSA.

Les statuts ont été déposés à la préfecture de Seine Saint Denis, le siège d'AVI est à Montreuil sous Bois, dans les locaux d'Afrique Verte.

9. CONCLUSIONS et PERSPECTIVES

Les activités du programme 2008 ont été globalement réalisées conformément aux prévisions.

- Au niveau du volet « Nourrir les villes » : les actions visant le renforcement organisationnel et technique des UT ont été réalisées et s'amplifient. Les femmes transformatrices sont très dynamiques et ce volet connaît des résultats très visibles.
- Au niveau du volet d'appui aux « groupements ruraux » : les formations se sont poursuivies afin de renforcer les capacités organisationnelles et professionnelles des groupements à la base et de faciliter la commercialisation des céréales locales. Les volumes sont en augmentation, malgré la hausse des prix. En 2008, environ 17.000 tonnes de céréales ont été commercialisées grâce à l'appui du projet, au prix moyen de 16.000 FCFA/100 kg, cela représente un volume financier de 2.720.000.000 FCFA, soit environ 4.145.000 €.
- Au niveau du « renforcement de la filière sous régionale » : les 4 associations du groupe Afrique Verte International ont constitué officiellement Afrique Verte International qui fédère les 4 structures. Les membres d'AVI conduisent ensemble la campagne pour développer la transformation des produits céréaliers, ce qui peut développer les débouchés des producteurs céréaliers nationaux et permettre aux pays sahéliens de récupérer une part de leurs marchés.

Suite aux succès de l'année 2008, l'année 2009 représente un véritable défi puisqu'il faut consolider les acquis :

- concrétiser la campagne pour les transformatrices en obtenant des engagements concrets des décideurs,
- poursuivre les actions envers les organisations paysannes et les unités de transformation,
- donner une vie à Afrique Verte international.

Les financements obtenus pour 2009 nous permettront de poursuivre ce travail. Mais en parallèle, il nous faudra trouver des relais à compter de 2010, ce qui nécessite un travail important.

Afrique Verte,
membre de Afrique Verte International